

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2016/27277]

8 SEPTEMBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution des articles 40 et 41 du décret du 20 février 2014 relatif au plan langues et modifiant divers décrets en matière de formation professionnelle

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 20 février 2014 relatif au plan langues et modifiant divers décrets en matière de formation professionnelle, les articles 40 et 41;

Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, l'article 3, § 1^{er}, 9°, inséré par le décret du 17 mars 2016;

Vu le décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, l'article 5, § 1^{er}, 2, alinéa 4, et § 3;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 février 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 mars 2016;

Vu le rapport du 8 juin 2016 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 59.598/2/V du Conseil d'Etat, donné le 27 juillet 2016 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Généralités

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci. Il est applicable en région de langue française.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le décret du 20 février 2014 : le décret du 20 février 2014 relatif au plan langues et modifiant divers décrets en matière de formation professionnelle;

2° la Ministre: la Ministre de la Formation;

3° l'Office: l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, tel que visé par le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

4° l'Institut: l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, tel que visé par le décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises;

5° la personne: la personne ayant sa résidence principale en région de langue française;

6° l'opérateur accrédité: l'opérateur sélectionné, par projet, au terme d'une procédure d'analyse, basée sur des critères définis, des offres reçues dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt organisé par l'Office pour ce qui concerne les immersions linguistiques organisées par le chapitre 2, ou l'appel d'offre organisé par l'Institut pour ce qui concerne les immersions linguistiques organisées au chapitre 3;

7° l'école de langue accréditée: l'école de langues établie au sein de l'Union européenne hors région de langue française, sélectionnée au terme d'une procédure d'analyse, basée sur des critères définis, des offres reçues dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt organisée par l'Office pour ce qui concerne les immersions linguistiques organisées par le chapitre 2, ou l'appel d'offre organisé par l'Institut pour ce qui concerne les immersions linguistiques organisées au chapitre 3;

8° l'immersion linguistique : toute expérience à l'étranger, en Région flamande ou en Communauté germanophone, qui améliore les compétences linguistiques ou linguistico-professionnelles, telle qu'organisée selon les dispositions des chapitres 2 à 4;

9° l'immersion en entreprise: toute expérience en entreprise à l'étranger, en Région flamande ou en Communauté germanophone, qui améliore les compétences linguistiques ou linguistico-professionnelles, telle qu'organisée selon les dispositions des sections 6 à 8 du chapitre 2;

10° l'établissement scolaire : l'établissement scolaire géré par un pouvoir organisateur qui dépend du réseau reconnu par les pouvoirs publics du lieu de l'immersion linguistique;

11° le test de langue ELAO: le test reposant sur un test informatisé adaptatif et complété par un test oral;

12° l'allocation d'études supérieures : allocation d'études octroyée en vertu du décret réglant, pour la Communauté française, les allocations et les prêts d'études, coordonné le 7 novembre 1983.

Art. 3. L'Office organise l'identification des niveaux de langues sur la base du test de langue ELAO.

Le test informatisé visé à l'alinéa 1^{er} comprend :

1° pour l'immersion visée à la section 4 du chapitre 2 et l'immersion visée au chapitre 3, une partie grammaire, une partie vocabulaire général et une partie compréhension à la lecture;

2° pour les immersions visées aux sections 5, 6, 7 et 8 du chapitre 2, une partie grammaire, une partie vocabulaire liée au vocabulaire général et de bureau, et une partie compréhension à l'audition.

Un formateur de l'Office effectue le test oral qui se base sur un canevas général de questions et un descriptif fin des compétences orales par niveau.

Les niveaux de langue identifiés correspondent au Cadre européen commun de référence, en abrégé CECR pour les langues. Pour un besoin d'évaluation plus fine, les niveaux du cadre européen sont subdivisés en quatre sous-niveaux, appelés « barrettes ».

Les résultats sont valables six mois maximum.

Art. 4. Une même personne peut réaliser au maximum deux immersions linguistiques si les conditions suivantes sont remplies cumulativement :

- 1° les deux immersions linguistiques se réalisent dans deux langues différentes;
- 2° les deux immersions linguistiques contiennent au moins une immersion en entreprise;
- 3° l'immersion en entreprise telle que visée aux sections 6 ou 8 du chapitre 2 n'est pas précédée d'une immersion linguistique dans la même langue en école de langues accréditée.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la personne bénéficiant d'une immersion linguistique organisée selon les dispositions de la section 7 peut bénéficier de maximum trois immersions linguistiques si celles-ci sont effectuées dans au moins deux langues différentes et si deux de ces trois immersions sont effectuées dans la langue de l'immersion organisée selon les dispositions de la section 7.

Art. 5. § 1^{er}. La personne est seule responsable de l'ouverture et du maintien de ses droits dans le cadre de la sécurité sociale belge pendant l'immersion linguistique. La personne accomplit à cette fin toutes formalités utiles tant en Belgique qu'à l'étranger.

§ 2. La personne assume pendant toute la durée de l'immersion les risques liés à la maladie, aux accidents corporels, au rapatriement et à la responsabilité civile. La personne s'assure avant son départ pour l'ensemble des risques énoncés.

Durant les heures de cours, l'établissement scolaire ou l'école de langues accréditée assure la personne contre les risques d'accidents corporels dont il peut être victime et contre les conséquences pécuniaires encourues par la personne du fait de sa responsabilité civile.

Art. 6. Lorsque l'immersion linguistique est organisée par un opérateur accrédité, en tant que responsable de l'organisation de l'immersion linguistique, l'opérateur assure, durant celle-ci, protection et assistance à la personne.

Si l'immersion linguistique comprend une immersion en entreprise, l'opérateur est responsable de l'organisation et du bon déroulement de l'immersion au sein de l'entreprise.

Art. 7. § 1^{er}. Si la personne met un terme anticipé à l'immersion linguistique, elle en informe immédiatement l'Office pour ce qui concerne les immersions visées au chapitre 2, ou l'Institut pour ce qui concerne les immersions visées au chapitre 3 et l'opérateur accrédité, ainsi que l'établissement scolaire, l'école de langues accréditée ou l'entreprise concernée.

Après une appréciation des faits et pièces justificatives y afférentes par l'Office ou l'Institut, la fin anticipée de l'immersion linguistique est considérée comme justifiée, soit pour :

- 1° la maladie grave de la personne;
- 2° des raisons familiales graves;
- 3° le retour à l'emploi de plus de trois mois;
- 4° les cas de force majeure ou de circonstance exceptionnelle, notamment en lien avec une démarche d'insertion socioprofessionnelle en Belgique.

En cas de fin anticipée justifiée en application de l'alinéa 2 et sans préjudice des modalités d'octroi, de liquidation et de justification de l'utilisation de la bourse visées au présent chapitre, la personne rembourse la part de la première tranche de la bourse de laquelle sont déduits les frais déjà encourus relatifs à des montants couverts par la bourse et dûment justifiés.

§ 2. Si l'immersion n'est pas réalisée ou si la personne y met un terme pour un motif autre que ceux visés au paragraphe 1^{er}, la personne rembourse la totalité des montants déjà perçus.

§ 3. En application du présent article, la personne rembourse à l'Office ou l'Institut tout ou partie de la bourse déjà versée dans les trente jours de l'envoi de la lettre de créance de l'Office ou de l'Institut et fait valoir, le cas échéant, dans ce délai, ses observations.

CHAPITRE 2. — Bourses octroyées aux personnes ayant terminé un parcours d'enseignement ou inscrites comme demandeur d'emploi

Section 1^{re}. — Objet de la bourse

Art. 8. L'Office peut, aux conditions du décret du 20 février 2014 et du présent arrêté, et dans les limites des crédits budgétaires disponibles, octroyer des bourses destinées à couvrir en tout ou en partie les frais inhérents à une immersion linguistique dans une école de langues accréditée, un établissement scolaire ou en entreprise, en Belgique ou à l'étranger.

Art. 9. La bourse couvre, en tout ou en partie, les coûts engagés par la personne pour:

- 1° les titres de transport d'un seul aller et retour entre son domicile et son lieu d'hébergement;
- 2° les frais de visa et passeport excepté les frais supplémentaires pour une délivrance en urgence;
- 3° la facture de l'école de langue accréditée ou de l'opérateur accrédité, pour le coût des cours, de l'organisation du séjour et, le cas échéant, de l'hébergement;
- 4° la facture d'hébergement, si non incluse dans la facture de l'école de langue accréditée ou de l'opérateur accrédité;
- 5° les abonnements de transport public souscrits sur place;
- 6° pour l'immersion linguistique visée aux sections 5 et 6, une indemnité de maximum cinquante euros, par semaine pour frais de nourriture si ceux-ci ne sont pas repris dans la facture d'hébergement, que ce soit en pension complète ou en demi-pension;
- 7° pour l'immersion linguistique visée à la section 8, une indemnité de maximum quatre-vingts euros par semaine pour frais de nourriture si ceux-ci ne sont pas repris dans la facture d'hébergement, que ce soit en pension complète ou en demi-pension.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour l'immersion linguistique :

1° visée à la section 4, la bourse ne couvre aucune indemnité;

2° visée à la section 7, la bourse consiste en une indemnité forfaitaire par jour presté.

Section 2. — Modalités d'octroi

Art. 10. L'Office octroie la bourse visée par le présent chapitre sur la base d'un appel aux candidats.

Pour les immersions linguistiques organisées :

1° aux sections 5, 6, 7 et 8 du présent chapitre, l'appel aux candidats est mensuel et chaque appel dure trois semaines;

2° par la section 4 du présent chapitre, l'appel aux candidats est annuel et commence le 1^{er} février et se termine le 31 mars;

Art. 11. La personne adresse la demande de bourse à l'Office par envoi recommandé avec accusé de réception, en fonction du type d'immersion linguistique pour laquelle la demande d'octroi de bourse est introduite, au moyen du formulaire dont le modèle figure en annexes 1 et 2 du présent arrêté.

Art. 12. L'Office vérifie le caractère complet de la demande au regard des informations et documents requis par le formulaire de demande et accuse réception de la demande dans les quinze jours de la réception de celle-ci.

Lorsque la demande est incomplète, l'Office en avise la personne, dans l'envoi de l'accusé de réception de la demande.

La personne introduit les pièces et renseignements réclamés selon les mêmes modes que la demande visée à l'article 11.

Le cas échéant, l'Office adresse à la personne, dans les quinze jours qui suivent la date d'envoi de l'accusé de réception, un rappel du relevé des pièces et renseignements manquants.

Si l'Office ne reçoit pas les pièces et renseignements manquants dans les quinze jours qui suivent le rappel visé à l'alinéa 4, la demande est classée sans suite. L'Office en informe la personne par envoi recommandé.

Art. 13. § 1^{er} Lorsque la demande est complète, l'Office instruit la demande au regard des conditions d'octroi :

1° reprises dans la définition du terme personne visée à l'article 2, 6°.

2° relatives à chaque type d'immersion linguistique visée par les sections 4 à 8 du présent chapitre;

§ 2. L'administrateur général de l'Office ou la personne déléguée par ses soins, dans les dix jours suivants la date de clôture de l'appel aux candidats, octroie ou refuse la bourse, au regard des conditions d'octroi visées au paragraphe 1^{er} et dans les limites budgétaires spécifiques fixées annuellement au budget général des dépenses de la Région wallonne.

§ 3. L'Office établit un classement motivé des demandes pour les immersions linguistiques organisées :

1° aux sections 5, 6, 7 et 8 du présent chapitre, dans les dix jours suivants la date de la clôture de l'appel aux candidats visé à l'article 10, alinéa 1^{er}, en cas de risque de dépassement de l'enveloppe budgétaire affectée au mois correspondant et arrêtée par l'Office par rapport au nombre de demandes réceptionnées et jugées favorables;

2° à la section 4 du présent chapitre, dans les quarante jours suivant la date de clôture de l'appel aux candidats.

§ 4. L'Office se réfère, pour l'établissement du classement visé au paragraphe 3, aux critères suivants, classés par degré d'importance et selon la pondération déterminée comme suit :

1° pour les immersions linguistiques visées à la section 4 du présent chapitre:

a) l'admissibilité de la personne, ou des personnes qui ont fiscalement à charge la personne qui souhaite bénéficier de la bourse, à une allocation d'études supérieures visée à l'article 2, 12°, quarante pour cent des points sont attribués;

b) l'importance des compétences linguistiques dans le projet professionnel, le projet d'études ou de formation visé, quarante pour cent des points sont attribués;

c) les résultats au test de langue ELAO, visé à l'article 3, vingt pour cent des points sont attribués;

2° pour les immersions linguistiques visées à la section 5 du présent chapitre:

a) l'importance des compétences linguistiques dans le projet professionnel, le projet d'études ou de formation visé; quarante pour cent des points sont attribués;

b) l'inscription du projet d'immersion dans un projet professionnel lié à un métier en pénurie ou d'avenir, prévu dans la liste établie annuellement par l'Office, ou à un secteur prioritaire lié aux pôles de compétitivité wallons ou aux technologies numériques; trente pour cent des points sont attribués;

c) l'âge de la personne, vingt pour cent des points sont attribués; la personne âgée de moins de 25 ans à la date de l'envoi de la demande de bourse obtenant la cote de (20 sur 20), la personne âgée entre 25 et 30 ans à la date de l'envoi de la demande de bourse obtenant la cote de (10 sur 20) et la personne âgée de plus de 30 ans à la date de l'envoi de la demande de bourse obtenant la cote de (5 sur 20);

d) les résultats au test de langue ELAO, visé à l'article 3; dix pour cent des points sont attribués;

3° pour les immersions linguistiques visées aux sections 6, 7 et 8 du présent chapitre:

a) l'importance des compétences linguistiques dans le projet professionnel, le projet d'études ou de formation visé; quarante pour cent des points sont attribués;

b) l'inscription du projet d'immersion dans un projet professionnel lié à un métier en pénurie ou d'avenir, prévu dans la liste établie annuellement par l'Office, ou à un secteur prioritaire lié aux pôles de compétitivité wallons ou aux technologies numériques; trente pour cent des points sont attribués;

c) la pertinence de l'immersion au regard du besoin d'expérience professionnelle de la personne; vingt pour cent des points sont attribués :

d) les résultats au test de langue ELAO, visé à l'article 3; dix pour cent des points sont attribués.

Concernant le critère visé aux 1°, b), 2°, a) et 3°, a), il peut être évalué au regard de la présence des compétences linguistiques dans le profil métiers ROME V3.

L'octroi de la bourse est limité aux dossiers les mieux classés et qui obtiennent au moins soixante pourcent des points aux critères 1°, b), 2°, a), 3°, a), et 3°, c).

Le service Langues de l'Office transmet à l'administrateur général de l'Office ou la personne déléguée par ses soins la proposition de classement.

Dans les dix jours de la réception du classement, l'administrateur général de l'Office ou la personne déléguée par ses soins, octroie ou refuse la bourse sur la base du classement.

§ 5. Sans préjudice des conditions d'octroi et de liquidation des tranches du présent chapitre, la décision d'octroi porte sur le montant global de la bourse auquel la personne peut prétendre dans le respect des conditions énoncées relatives à chaque type d'immersion linguistique visée par les sections 4 à 8 du présent chapitre.

L'Office notifie la décision à la personne par envoi recommandé dans les dix jours à dater de la décision.

La décision reprend le relevé des pièces qui doivent être transmises à l'Office pour la liquidation de la première tranche telle que visée à l'article 14, § 2.

§ 6. En ce qui concerne l'immersion linguistique visée à la section 4, l'Office décide de l'octroi sous la condition suspensive de l'obtention du certificat d'enseignement secondaire supérieur ou d'une décision belge d'équivalence, transmis par la personne au plus tard quinze jours après la date de la délivrance de celui-ci.

A défaut de titre officiel délivré par la Communauté française, une attestation de réussite délivrée sur l'honneur par l'établissement d'enseignement secondaire vaut comme preuve de l'obtention du certificat d'enseignement secondaire supérieur.

Si l'obtention intervient dans le cadre d'une seconde session, la personne transmet à l'Office, pour le quinze juillet de l'année de départ, un document certifiant son inscription aux examens de seconde session. A l'issue de ceux-ci, elle transmet la preuve de l'obtention du certificat d'enseignement secondaire supérieur ou d'une décision belge d'équivalence, au plus tard quinze jours après la date de délivrance du document.

A défaut de la réception des documents requis le 15 juillet de l'année de départ, l'Office envoie, dans les dix jours, un rappel par envoi recommandé avertissant la personne que la bourse ne sera pas due si cette preuve n'est pas transmise dans les quinze jours suivants l'envoi du rappel.

Si la personne n'a pas produit la preuve de sa réussite dans les délais fixés, la condition suspensive visée à l'alinéa 1^{er} n'est pas réalisée et la bourse n'est pas octroyée.

Section 3. — Modalités de liquidation et de justification de l'utilisation de la bourse

Art. 14. § 1^{er}. La bourse est liquidée en deux tranches, de manière dégressive.

§ 2. Sans préjudice des dispositions particulières visées aux sections 4 à 8, l'Office, dans les quinze jours à dater de la réception des pièces justificatives pour la liquidation de la première tranche verse à la personne sur le compte bancaire renseigné à cette fin la première tranche de la bourse, correspondant à septante-cinq pour cent de la bourse.

Le versement de la première tranche visé au paragraphe 1^{er} est conditionné à l'envoi, par la personne, pour l'immersion linguistique visée:

1° à la section 4 :

- de la preuve de l'obtention du certificat d'enseignement secondaire supérieur, du certificat de qualification, délivré au terme de la sixième année de l'enseignement secondaire de qualification, technique, artistique ou professionnel ainsi qu'au terme des septièmes années de l'enseignement secondaire de qualification artistique, technique ou professionnel délivré par un pouvoir public belge, ou du certificat d'études de sixième année de l'enseignement secondaire professionnel, d'une décision belge d'équivalence ou tout titre équivalent reconnu en Belgique;

- de la preuve de l'organisation de l'immersion linguistique en école de langue accréditée ou en établissement scolaire;

- et, le cas échéant, du document prouvant l'éligibilité de la personne à une bourse d'allocation d'études pour le supérieur, telle que visée à l'article 13, § 4, 1°, a);

2° à la section 5, d'une facture pro forma de l'école de langue accréditée;

3° aux sections 6 et 8, d'une facture pro forma de l'opérateur accrédité et d'une attestation de prise en charge délivrée par l'entreprise;

4° à la section 7, de la preuve de la réservation de logement ou de la convention d'occupation précaire ou de bail signée et d'une attestation de prise en charge délivrée par l'entreprise.

Pour les immersions linguistiques visées aux sections 5 à 8, les pièces relatives à la liquidation de la première tranche sont transmises à l'Office au plus tard vingt jours avant le départ de la personne.

§ 3. Dans les quinze jours suivant la date de son retour, la personne transmet par envoi recommandé à l'Office les pièces justifiant :

1° la réalité de ses présences aux cours organisés par l'établissement scolaire ou par l'école de langues accréditée ou, en cas d'immersion en entreprise, la réalité de ses présences en entreprise;

2° les documents d'évaluation ou de travaux liés au projet mis en œuvre, parmi lesquels, pour les immersions en entreprise (sections 6 à 8), le rapport établi par la personne en langue cible et, pour les autres types d'immersions (sections 4 et 5), le rapport relatif à l'immersion et le rapport de visite d'entreprise établis par la personne en langue cible;

A défaut de production des pièces dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, l'Office envoie un rappel par envoi recommandé pour que la personne produise les pièces dans les quinze jours à compter de la date de réception du rappel.

Sauf cas de force majeure apprécié par l'Office et dûment justifié, si les pièces justificatives ne sont pas transmises dans les délais, la bourse n'est pas due et la personne rembourse l'avance déjà perçue dans les trente jours de l'envoi de la lettre de créance adressée par l'Office et, le cas échéant, en faisant valoir ses observations.

§ 4. En cas d'absences injustifiées aux cours ou dans l'entreprise en sus du pourcentage de dix pour cent d'absences injustifiées tolérées, la bourse n'est pas due dans sa totalité. L'avance déjà versée demeure acquise au prorata des sommes justifiées et des jours prestés.

L'Office adresse à la personne une lettre de créances l'invitant à rembourser le montant de la bourse déjà versé et non justifié dans les trente jours, même en cas de progression linguistique, et l'invitant, le cas échéant, à justifier ses absences.

Justifie une absence au sens du présent arrêté :

1° l'indisposition ou la maladie de la personne couverte par certificat médical ou document officiel remis par un centre hospitalier;

2° tout document délivré par une autorité publique attestant que la personne ne pouvait effectuer les démarches administratives accomplies pendant les heures de cours ou de stage à un autre moment;

3° les cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles appréciés par l'Office, dont les maladies graves ou le décès d'un parent de la personne sur base de la transmission d'un document officiel.

§ 5. Dans les dix jours suivants la date de son retour, la personne avertit l'Office de son retour et convient avec l'Office d'une date pour présenter le test établissant son niveau de langues post immersion.

En cas de non présentation du test, la seconde tranche de vingt-cinq pour cent n'est pas due par l'Office, sauf cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles appréciés par l'Office et dûment justifiés.

Pour l'immersion linguistique visée à la section 4, le test visé à l'alinéa 1^{er} a lieu au plus tard le 15 septembre de l'année du retour d'immersion. En cas d'amélioration insuffisante du niveau de langue telle que visée à l'article 15, § 5, la deuxième tranche n'est pas due et l'Office en informe la personne par envoi recommandé.

La personne ne pouvant présenter le test pour cause d'emploi en est exemptée après vérification de l'occupation de la personne.

§ 6. Dans les dix jours de la date de présentation du test établissant le niveau de langues post immersion de la personne l'Office décide de la liquidation de la seconde tranche de la bourse, au regard des pièces produites et notifie sa décision à la personne.

L'Office adresse un envoi à la personne l'informant si la procédure de versement du solde de la bourse est ou non entamée.

§ 7. En cas de débours insuffisants, la bourse n'est pas due dans sa totalité mais au prorata des sommes justifiées.

§ 8. L'obtention frauduleuse de la bourse donne lieu au remboursement des montants versés.

Section 4. — Immersion linguistique en école hors région de langue française

Art. 15. § 1^{er}. Une personne atteignant un niveau de certification de fin d'études secondaires, répondant aux conditions énoncées au présent article et à l'article 16 peut solliciter, entre le 1^{er} février et le 31 mars de l'année civile de cette certification, une bourse pour une immersion linguistique de dix-huit semaines à dix mois, en école de langues accréditée ou en établissement scolaire, offrant au minimum vingt heures de cours par semaine.

§ 2. L'immersion linguistique visée dans la présente section porte sur l'allemand, sur l'anglais, sur le néerlandais, ou sur une combinaison de deux de ces langues, ci-après dénommée année multilingue, dans les régions et pays suivants: Pays-Bas, la région de langue néerlandaise de Belgique, Allemagne, Autriche, Communauté germanophone, Grande-Bretagne, Irlande, Malte, Canada hors Québec, les états continentaux des Etats-Unis.

Pour l'immersion linguistique organisée en école de langues accréditée, lors l'établissement du classement visé à l'article 13, § 4, 1°, l'Office privilégie les régions et pays européens.

§ 3. L'immersion linguistique, outre l'apprentissage en école, comprend un moment réservé à une ou des visites d'entreprises locales, d'une durée totale de douze heures par semestre, qui fait l'objet d'un rapport établi en langue cible par la personne et remis au terme de l'immersion.

§ 4. L'immersion linguistique visée dans la présente section exige des compétences minimales préalables en langues. Le niveau de langue exigé est A1 dans la langue de l'immersion, et A2+2 barrettes en néerlandais ou allemand si le projet est une immersion unilingue en anglais.

§ 5. La liquidation de la seconde tranche de la bourse est conditionnée à l'amélioration du niveau dans la langue cible, exigée à l'issue de l'immersion linguistique visée dans la présente section.

La progression exigée au retour varie selon le niveau de départ, selon le tableau suivant :

Stage unilingue 1 année		
Niveau de départ :	Progression minimale demandée :	
A1	2 niveaux	= 8 barrettes
A2	1 niveau et demi	= 6 barrettes
A partir de A2+3	1 niveau	= 4 barrettes
B2	1/2 niveau	= 2 barrettes
Stage semestre unique et années multilingues		
Niveau de départ :	Progression minimale demandée par semestre :	
jusqu'au A2+1	1 niveau	= 4 barrettes
A2+2	3/4 de niveau	= 3 barrettes
B1	1/2 niveau	= 2 barrettes
B2	¼ de niveau	= 1 barrette

Pour l'immersion linguistique « année multilingue » visée par l'article 17, 3°, la progression totale exigée équivaut à la somme des progressions minimales des deux semestres. La progression minimale dans une des deux langues est de 2 barrettes (1 à partir de B1), compensée obligatoirement par la progression dans l'autre langue. A partir d'un niveau de départ C1, le test linguistique doit être présenté mais la progression n'est plus exigée.

Art. 16. Pour pouvoir bénéficier de la bourse pour l'immersion linguistique visée dans la présente section, la personne :

1° au moment de l'immersion linguistique, est titulaire du certificat d'enseignement secondaire supérieur, du certificat de qualification ou du certificat d'études de sixième année de l'enseignement secondaire professionnel, ou a obtenu une décision belge d'équivalence ou tout titre équivalent reconnu en Belgique;

2° a réussi les tests de langues visés à l'article 3 et possède le niveau de langue visé à l'article 15, § 4.

Art. 17. Les formules proposées portent sur, soit :

1° une année scolaire complète, en établissement scolaire, dans une seule langue;

2° un semestre, en établissement scolaire ou école de langues accréditée, dans une seule langue;

3° deux semestres scolaires si « année multilingue », dans deux langues différentes, mais pouvant combiner un semestre en école de langues accréditée et un semestre en établissement scolaire.

En établissement scolaire, l'immersion linguistique s'effectue à un niveau d'étude équivalent à celui de l'avant-dernière ou de la dernière année d'études secondaires, ou de la première année de l'enseignement supérieur. En école de langues accréditée, l'immersion linguistique comporte dix-huit semaines de cours de langue par semestre.

Art. 18. Un opérateur accrédité ou la personne organise l'immersion linguistique visée dans la présente section. L'opérateur accrédité est responsable de l'organisation de l'immersion linguistique et assure protection et assistance à la personne.

Art. 19. La bourse, d'un montant différencié selon le type d'immersion et la destination, est d'un montant de maximum 4.000 euros, sous réserve d'une justification liée à la fluctuation des devises étrangères.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, cette bourse peut être relevée et porter sur un montant de 8.000 euros si les revenus des personnes qui ont fiscalement à charge la personne qui souhaite bénéficier de la bourse pourraient lui donner accès à une allocation d'études supérieures visée à l'article 2, 12°.

Section 5. — Immersion linguistique en école de langues au sein de l'Union européenne hors région de langue française

Art. 20. Pour pouvoir bénéficier de la bourse pour l'immersion linguistique visée dans la présente section, la personne est inscrite comme demandeuse d'emploi depuis au moins quatre semaines consécutives dans un métier intégrant la compétence linguistique. Elle doit, en outre, soit:

1° être titulaire du certificat de qualification, délivré au terme de la sixième année de l'enseignement secondaire de qualification, technique, artistique ou professionnel ainsi qu'au terme des septièmes années de l'enseignement secondaire de qualification artistique, technique ou professionnel délivré par un pouvoir public belge, ou du certificat d'études de sixième année de l'enseignement secondaire professionnel;

2° être titulaire d'un diplôme de chef d'entreprise ou d'un certificat d'apprentissage tels que délivrés par l'Institut;

3° être titulaire d'un diplôme belge de l'enseignement supérieur de type court;

4° avoir obtenu une décision belge d'équivalence à des fins professionnelles;

5° avoir suivi une formation professionnelle organisée par l'Office ou un service public régional de formation ayant fait l'objet d'une validation ou reconnaissance des compétences.

Art. 21. La personne répondant aux conditions énoncées à l'article 20 peut solliciter le bénéfice d'une bourse pour une immersion linguistique de trois semaines en Belgique hors région de langue française ou dans un Etat membre de l'Union européenne, en école de langues accréditée offrant au minimum vingt heures pleines de cours par semaine.

Art. 22. § 1^{er}. L'immersion linguistique visée dans la présente section porte soit:

1° sur l'allemand, pour une immersion en Allemagne, en Autriche ou en Communauté germanophone;

2° sur l'anglais, pour une immersion au Royaume-Uni, en Irlande ou à Malte;

3° sur le néerlandais, pour une immersion en région de langue néerlandaise de Belgique ou aux Pays-Bas.

§ 2. L'immersion linguistique, outre l'apprentissage en école de langue accréditée, comprend un moment réservé à une ou des visites d'entreprises locales, d'une durée totale de deux heures minimum par séjour, qui fait l'objet d'un rapport établi par la personne en langue cible et remis au terme de l'immersion.

§ 3. L'immersion linguistique visée dans la présente section exige des compétences minimales préalables en langues. Le niveau de langue exigé est minimum A2 + 3 barrettes au résultat global.

Un niveau B1 est exigé en grammaire. Un niveau A2 + 2 barrettes est exigé à l'oral.

Un test linguistique est organisé au retour de l'immersion.

Art. 23. La bourse est d'un montant de 1.900 euros.

Section 6. — Immersion linguistique en entreprise au sein de l'Union européenne hors Belgique

Art. 24. Pour pouvoir bénéficier de la bourse pour l'immersion linguistique visée dans la présente section, la personne est inscrite comme demandeuse d'emploi inoccupée depuis au moins quatre semaines consécutives dans un métier intégrant la compétence linguistique et est titulaire d'un diplôme d'études supérieures belge ou étranger reconnu équivalent à des fins professionnelles en Belgique.

Art. 25. La personne répondant aux conditions énoncées à l'article 24 peut solliciter le bénéfice d'une bourse pour une immersion linguistique de dix ou de douze semaines en entreprise dans l'Union européenne hors Belgique organisée par un opérateur accrédité.

L'immersion de dix semaines consiste en une immersion en entreprise simple et implique une présence de minimum trente heures en entreprise par semaine.

L'immersion de douze semaines comporte deux semaines de cours préparatoires en école de langues accréditée, à raison de vingt heures par semaine et dix semaines d'immersion en entreprise, à raison de trente heures minimum de présence en entreprise par semaine.

Art. 26. L'immersion linguistique visée dans la présente section porte soit :

- 1° sur l'allemand, pour une immersion en Allemagne ou l'Autriche;
- 2° sur l'anglais, pour une immersion en Irlande ou à Malte;
- 3° sur le néerlandais pour une immersion aux Pays-Bas.

Art. 27. L'immersion linguistique visée dans la présente section exige des compétences minimales préalables en langues.

Le niveau de langue exigé varie selon la destination et la longueur de l'immersion, selon le tableau suivant :

Langue	Destination et durée	Niveau oral	Niveau de grammaire
Allemand	Immersion de 12 semaines	B1+2	B1
	Immersion de 10 semaines	B2	B1+2
Anglais	Immersion de 12 semaines Malte	B1	B1
	Immersion de 10 semaines Malte	B1+2	B1
	Immersion de 12 semaines Irlande	B2	B1+2
	Immersion de 10 semaines Irlande	B2+	B2
Néerlandais	Immersion de 12 semaines	B1+2	B1
	Immersion de 10 semaines	B2	B1+2

Un test linguistique est organisé au retour de l'immersion.

Art. 28. La bourse est d'un montant de 2.800 euros pour la formule d'immersion de dix semaines et de 3.800 euros pour la formule d'immersion de douze semaines.

Section 7. — Immersion linguistique en entreprise en Région flamande ou en Communauté germanophone

Art. 29. Pour pouvoir bénéficier de la bourse pour l'immersion linguistique visée dans la présente section, la personne est inscrite comme demandeur d'emploi dans un métier intégrant la compétence linguistique et est bénéficiaire d'allocations de chômage ou d'insertion. Elle s'est inscrite à titre complémentaire auprès du service régional de l'emploi du lieu d'exécution du stage en entreprise.

Elle est titulaire d'un diplôme d'études supérieures belge ou étranger reconnu équivalent à des fins professionnelles en Belgique ou a effectué une formation qualifiante certifiée ou validée en Belgique d'un niveau supérieur à celui de l'enseignement secondaire.

Art. 30. La personne répondant aux conditions énoncées à l'article 29 peut solliciter le bénéfice d'une immersion linguistique de douze semaines en entreprise, en Région flamande ou en Communauté germanophone, qui a répondu positivement à sa recherche d'un stage dans un régime à temps plein.

L'immersion linguistique visée dans la présente section porte sur :

- 1° le néerlandais, en Région flamande;
- 2° l'allemand, dans la région de langue allemande en Belgique.

L'immersion linguistique visée dans la présente section exige des compétences minimales préalables en langues. Le niveau de langue exigé est B1.

Un test linguistique est organisé au retour de l'immersion.

L'immersion en entreprise peut être précédée de trois semaines de cours préparatoires en école de langues accréditée dans la même langue. L'immersion en entreprise est alors réduite à neuf semaines.

Art. 31. La collaboration entre l'entreprise et la personne fait l'objet d'une convention qui détermine la répartition des obligations entre les parties contractantes et qui comprend un plan de stage. Le modèle de la convention figure en annexe 3 du présent arrêté.

Dans le respect de la convention visée à l'alinéa 1^{er}, la personne peut prétendre aux indemnités prévues par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2002 relatif à l'octroi de certains avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle.

La personne bénéficie d'une indemnité forfaitaire correspondant à 19 euros par jour presté soit 95 euros par semaine si elle présente la preuve de réservation de logement, la convention d'occupation précaire ou le bail signé, relatif(ve) à un logement dans la région de langue visée à l'article 30, alinéa 2.

Section 8. — Immersion linguistique en entreprise en pays émergent « BRIC » (Brésil, Russie, Inde, Chine)

Art. 32. La personne est inscrite comme demandeur d'emploi inoccupé auprès de l'Office dans un métier intégrant la compétence linguistique. Elle est titulaire d'un diplôme d'études supérieures belge ou étranger reconnu équivalent à des fins professionnelles en Belgique et atteste de son intérêt pour un travail en lien avec un pays émergent.

Art. 33. La personne répondant aux conditions énoncées à l'article 32 peut solliciter le bénéfice d'une bourse pour une immersion linguistique de douze semaines en entreprise dans un pays émergent « BRIC » organisée par un opérateur accrédité.

L'immersion linguistique visée dans la présente section porte à la fois sur :

- 1° l'anglais, langue de travail;
- 2° la langue officielle la plus pratiquée dans le pays d'immersion, langue de socialisation.

L'immersion visée dans la présente section est organisée soit au Brésil, en Russie, en Inde ou en Chine. Elle n'est jamais précédée d'une immersion linguistique en anglais telle que visée aux sections 5 et 6 du chapitre 2;

L'immersion linguistique visée dans la présente section exige des compétences préalables minimales en langues.

Les niveaux de langue sont:

1° B2 au résultat global en anglais;

2° A1 ou A2 pour la langue du pays pour l'immersion organisée en Russie, en Chine et au Brésil.

L'opérateur accrédité effectue l'identification du niveau requis dans la langue officielle du pays et en atteste auprès de l'Office. Les débutants participent à un module de cent quarante heures de cours dans la langue de socialisation organisé en région de langue française.

Un test linguistique en anglais ainsi qu'un test oral en langue du pays de l'immersion sont organisés au retour de l'immersion.

Art. 34. La bourse, d'un montant différencié selon la destination, est de maximum 5.800 euros, sous réserve d'une justification liée à la fluctuation des devises étrangères.

CHAPITRE 3. — *Immersion linguistique en école de langues organisées pour les apprenants en alternance de l'Institut wallon de la formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises*

Art. 35. L'immersion linguistique visée au présent chapitre est proposée par un centre agréé du réseau de l'Institut à :

1° la personne sous contrat d'apprentissage, conclu conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 fixant les conditions d'agrément des contrats d'apprentissage dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, ou sous contrat d'alternance conclu conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 2015 relatif au contrat d'alternance;

2° la personne sous convention de stage, dans le cadre d'une formation de coordination et d'encadrement ou dans le cadre d'une formation chef d'entreprise, conclue conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 relatif à la convention de stage dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

3° la personne inscrite comme auditeur de la formation de chef d'entreprise, conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2000 relatif aux cours de formation dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

Un référent encadrant issu d'un centre agréé du réseau IFAPME ou d'un service de tutelle de l'Institut, dénommé ci-après « encadrant », encadre l'immersion linguistique visée au présent chapitre.

L'Institut assure la personne visée à l'alinéa 1^{er} et la personne visée à l'alinéa 2 tant au niveau de la responsabilité civile qu'au niveau des accidents corporels durant la période de l'immersion linguistique.

Art. 36. L'Institut définit et organise, dans le cadre d'un projet de classe, une immersion linguistique de deux semaines. Celle-ci peut se dérouler soit en Belgique hors région de langue française soit dans un Etat membre de l'Union européenne, en école de langues accréditée.

L'immersion comprend au minimum vingt heures pleines de cours par semaine.

L'Institut gère, aux conditions du décret du 20 février 2014 et du présent arrêté, et dans les limites des crédits budgétaires disponibles, l'enveloppe budgétaire couvrant en tout ou en partie les frais inhérents à l'immersion linguistique de projet de classe visée à l'alinéa 1^{er}.

L'Institut organise l'appel d'offre, tel que visé par l'article 2 du présent arrêté.

L'Institut peut effectuer des contrôles divers auprès des centres de formation du réseau IFAPME qui proposent et gèrent les bourses.

Art. 37. § 1^{er} L'immersion linguistique porte soit :

1° sur l'allemand, pour une immersion en Allemagne, en Autriche ou en Communauté germanophone de Belgique;

2° sur l'anglais, pour une immersion au Royaume-Uni, en Irlande ou à Malte;

3° sur le néerlandais, pour une immersion en Région flamande ou aux Pays-Bas.

§ 2. L'immersion linguistique exige des compétences minimales préalables en langues. Le niveau de langue exigé est de minimum A1 au résultat global pour la personne visée par l'article 35, 1°, et de minimum A2 ou B1 pour la personne visée par l'article 35, 2°, en fonction des métiers visés.

L'Institut communique à l'Office la liste des candidats à tester avant et après l'immersion. Ces candidats sont reçus lors d'un rendez-vous collectif de classe.

§ 3. L'immersion linguistique, outre l'apprentissage en école, comprend un ou des moments réservé(s) à une visite d'entreprise(s) locale(s), d'une durée totale de minimum deux heures par séjour, qui fait l'objet d'un rapport établi par la personne en langue cible et remis au terme de l'immersion.

Art. 38. La personne est seule responsable de l'ouverture et du maintien de ses droits dans le cadre de la sécurité sociale belge pendant l'immersion linguistique. La personne accomplit toutes formalités utiles tant en Belgique qu'à l'étranger.

Art. 39. La bourse ou l'intervention est d'un montant maximum de 1.800 euros par personne visée à l'article 35, alinéa 1^{er}, et par référent encadrant visé à l'article 35, alinéa 2.

Art. 40. Le montant visé à l'article 39 couvre les coûts suivants :

Pour la personne visée à l'article 35, alinéa 1^{er}:

1° l'inscription pour deux semaines en école de langue accréditée;

2° les frais d'hébergement ou de logement sur place;

3° l'organisation des visites professionnelles et culturelles;

4° les titres de transport d'un seul aller et retour entre le domicile de la personne et le lieu d'hébergement;

5° les abonnements de transport public souscrits sur place;

6° une assurance couvrant les apprenants pour la responsabilité civile, les accidents corporels et le rapatriement;

7° une indemnité de séjour d'un montant de maximum vingt-cinq euros par jour;

Pour l'encadrant visé à l'article 35, alinéa 2 :

- 1° les frais d'hébergement ou de logement sur place;
- 2° l'organisation des visites professionnelles;
- 3° les titres de transport d'un seul aller et retour entre le domicile de la personne et le lieu d'hébergement;
- 4° les abonnements de transport public souscrits sur place;
- 5° les frais encourus pour les tâches d'encadrement et dûment justifiés;
- 6° une indemnité de séjour, dont le montant est soit fixé forfaitairement, soit calculé sur la base de frais réels et dépenses dûment justifiés.

Art. 41. La norme d'encadrement est d'un encadrant maximum pour dix apprenants dans le cadre d'un projet de classe.

Si le nombre de participants remplissant les conditions énoncées aux articles 35 et 37 dépasse le nombre maximal de participants au projet de classe préalablement défini, l'Institut établit un classement et accorde la participation au projet de classe aux premiers classés.

Le classement établi se base sur :

- 1° les résultats obtenus au test linguistique décrit à l'article 3 du présent arrêté;
- 2° l'importance des compétences linguistiques dans le projet professionnel ou formatif de la personne.

Art. 42. Dans les deux mois à dater du retour de la personne, la personne ou l'école de langue accréditée produit à l'Institut les pièces justifiant la réalité des présences aux cours organisés par l'établissement scolaire. L'Institut envoie un rappel à la personne à cette fin, quinze jours avant l'échéance.

La personne rembourse l'indemnité visée à l'article 40, 7°, au prorata des absences injustifiées. L'Institut adresse à la personne une lettre de créance l'invitant à rembourser le montant dû et, le cas échéant, à faire valoir ses observations.

CHAPITRE 4. — *Dispositions communes*

Art. 43. Les délais visés par le présent arrêté sont calculés en jours calendrier. Le jour de l'acte qui est le point de départ du délai n'y est pas compris. Le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque le jour de l'échéance est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, il est reporté au plus prochain jour ouvrable.

Art. 44. L'Office est chargé de récupérer par toutes voies de droit, les bourses indûment versées, indûment utilisées ou demeurées injustifiées.

L'Institut est chargé de récupérer, par toutes voies de droit, les indemnités dans les cas visés à l'article 42, alinéa 2.

Art. 45. L'Office, pour ce qui concerne la mise en œuvre du chapitre 2, et l'Institut, pour ce qui concerne la mise en œuvre du chapitre 3, procèdent tous les ans à une évaluation de la mise en œuvre du présent arrêté et communiquent leur rapport d'évaluation à la Ministre et au Conseil économique et social de Wallonie.

Ce rapport d'évaluation, en lien avec le rapportage réalisé dans le cadre du suivi de la mise en œuvre du Plan Marshall 4.0, porte au minimum sur le nombre de bourses octroyées, la répartition des bourses par genre, la progression du niveau de compétences linguistiques des bénéficiaires, et leur parcours dans les douze mois de l'immersion linguistique.

Toute campagne promotionnelle ou d'information comporte obligatoirement la mention: « Projet d'immersion linguistique du Plan Marshall 4.0. » ainsi que le logo Plan Marshall 4.0.

CHAPITRE 5. — *Dispositions finales*

Art. 46. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 2016.

Art. 47. La Ministre de la Formation est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 8 septembre 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme E. TILLIEUX

**IMMERSION DEMANDEUR D'EMPLOI EN ÉCOLE OU EN
ENTREPRISE**


Réservé au FOREM	N° DE DOSSIER	
	DATE DE DEMANDE	
ACCORD POUR FAISABILITÉ		<input type="checkbox"/> 3 semaines école <input type="checkbox"/> 9 semaines à/en..... <input type="checkbox"/> 10 semaines à/en..... <input type="checkbox"/> 12 semaines à/en <input type="checkbox"/> 12 semaines BRIC au /en

FORMULAIRE DE DEMANDE D'INTERVENTION FINANCIÈRE

Document à compléter entièrement et de façon lisible si rempli à la main


SIGNALETIQUE :

Nom :			
Prénom :			
Adresse :			
Code postal :	Localité :		
Email :			
Téléphone fixe :			Gsm :
Date de naissance :			Sexe : M <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/>
N° de registre national :	Personne à contacter en cas d'urgence (Nom, email et n° de téléphone) :		
Statut au moment de la demande:	DE libre inoccupé <input type="checkbox"/>	DE en stage d'insertion <input type="checkbox"/>	DE indemnisé <input type="checkbox"/>
N° de demandeur d'emploi :	(voir sr votre JOBPass)		
Autres aides financières déjà obtenues auprès du Forem pour une immersion linguistique :	Année ou semestre Plan Marshall (élèves) <input type="checkbox"/> Pays et langues(s) :	Immersion linguistique en école (DE) <input type="checkbox"/> Pays et langue(s) :	Immersion linguistique ou stage en entreprise (hors Leonardo) <input type="checkbox"/> Pays et langue(s) :

PROJET D'IMMERSION :

Type de stage :	<input type="checkbox"/> en école de langues	<input type="checkbox"/> en entreprise
Langue :	<input type="checkbox"/> Allemand <input type="checkbox"/> Anglais <input type="checkbox"/> Néerlandais	<input type="checkbox"/> Allemand <input type="checkbox"/> Anglais <input type="checkbox"/> Néerlandais
Pays :		

ETUDES DONNANT DROIT A L'AIDE FINANCIERE :

Dernier diplôme obtenu :	Spécialité :	
Formation effectuée au Forem:	Langues :	Autres matières :
Expérience professionnelle (type et durée):		
Métier visé :		
Remarque :		

ASPECTS FINANCIERS :

N° de compte IBAN :	Titulaire du compte :
---------------------	-----------------------

ASSURANCES :

Je déclare sur l'honneur être couvert en termes d'assurances maladie / hospitalisation / rapatriement et responsabilité civile pour la durée du stage linguistique, trajets y compris.

SIGNATURES ET ACCORDS : *La signature de ce document implique que vous n'y avez renseigné que des données exactes et complètes, que vous avez pris connaissance du vade mecum et êtes d'accord avec les conditions y décrites.*

Signature, date et Mention manuscrite « Lu et approuvé »	
SONT JOINTS OBLIGATOIREMENT À CE DOCUMENT POUR OUVERTURE DU DOSSIER :	
<input type="checkbox"/> rapport Elao récent (6 mois maximum) <input type="checkbox"/> CV en langue cible (pour l'immersion en entreprise) <input type="checkbox"/> lettre de motivation en langue cible (pour l'immersion en entreprise).	<input type="checkbox"/> copie de la carte d'identité (recto/verso). <input type="checkbox"/> copie du diplôme ou attestation (pour l'immersion en entreprise) <input type="checkbox"/> copie d'un extrait bancaire ou d'une attestation bancaire (document officiel) reprenant le nom et numéro de compte

MOTIVATION :

Motivez votre demande et expliquez la plus-value de l'immersion par rapport à vos démarches de recherche d'emploi récentes et votre projet professionnel au sens large :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 2016 portant exécution des articles 40 et 41 du décret du 20 février 2014 relatif au plan langues et modifiant divers décrets en matière de formation professionnelle

Namur, le 8 septembre 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

E. TILLIEUX

ANNÉE/SEMESTRE D'ÉTUDE À L'ÉTRANGER,
EN FLANDRE OU EN COMMUNAUTÉ GERMANOPHONE

Réservé au FOREM	N° DE DOSSIER	
	DATE ENVOI RECOMMANDÉ	



FORMULAIRE DE DEMANDE D'INTERVENTION FINANCIÈRE

(demande uniquement retenue si envoyée dans l'année scolaire de la rhéto)

Document à compléter entièrement et de façon lisible si rempli à la main



SIGNALETIQUE :

LE CANDIDAT		LE PARENT/TUTEUR AYANT LE CANDIDAT À CHARGE FISCALEMENT (A compléter obligatoirement si le candidat est mineur)
Nom :		
Prénom :		
Adresse :		
Code postal :	Localité :	
Email :		
Téléphone fixe :		
Gsm :		
Date de naissance :	Sexe : M <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/>	
N° de registre national :		

PROJET D'IMMERSION :

Type de stage	Semestre unique	Année une langue	Année 2 langues (ordre aléatoire)
	<input type="checkbox"/> en école de langues <input type="checkbox"/> en seconde rhéto <input type="checkbox"/> en 1 ^{ère} année du supérieur	<input type="checkbox"/> en seconde rhéto <input type="checkbox"/> en 1 ^{ère} année du supérieur	<input type="checkbox"/> 2 x cours de langues <input type="checkbox"/> 2 x seconde rhéto <input type="checkbox"/> 2 x 1 ^{ère} année du supérieur <input type="checkbox"/> cours de langues et seconde rhéto <input type="checkbox"/> cours de langues et 1 ^{ère} année du supérieur <input type="checkbox"/> seconde rhéto et 1 ^{ère} année du supérieur
Langue	<input type="checkbox"/> Néerlandais <input type="checkbox"/> Allemand <input type="checkbox"/> Anglais <i>Si immersion anglais, test obligatoire en langue nationale à prévoir en :</i>	<input type="checkbox"/> Néerlandais <input type="checkbox"/> Allemand <input type="checkbox"/> Anglais <input type="checkbox"/> Néerlandais <input type="checkbox"/> Allemand	<input type="checkbox"/> Néerlandais et anglais <input type="checkbox"/> Allemand et anglais <input type="checkbox"/> Néerlandais et allemand
Organisation (susceptible de changement):	<input type="checkbox"/> par opérateur(s) agréé(s) <input type="checkbox"/> en filière libre <input type="checkbox"/> un semestre par opérateur et un semestre en filière libre	Nom(s) de l'(des)opérateur(s) si connu :	

ETUDES DONNANT DROIT A L'AIDE FINANCIERE (SECONDAIRES) :

CESS à obtenir en (année):	Etudes en cours : <input type="checkbox"/> 6 ^{ème} générale <input type="checkbox"/> 6 ^{ème} technique <input type="checkbox"/> 7 ^{ème} professionnelle
autre :	
Nom et adresse complète de l'établissement :	

ASPECTS FINANCIERS :

N° de compte IBAN :	Titulaire du compte :
<input type="checkbox"/> En vue d'obtenir l'aide financière majorée, je fournis les documents nécessaires. (voir vade mecum points 4.1.6 et 4.1.7)	

ASSURANCES :

<input type="checkbox"/> Je déclare sur l'honneur être couvert en termes d'assurances maladie / hospitalisation / rapatriement et responsabilité civile pour la durée du stage linguistique, trajets y compris.

SIGNATURES ET ACCORDS :

La signature de ce document implique que vous n'y avez renseigné que des données exactes et complètes, que vous avez pris connaissance du vade mecum et de la charte et êtes d'accord avec les conditions y décrites.

LE CANDIDAT		LE PARENT/TUTEUR AYANT LE CANDIDAT À CHARGE FISCALEMENT (A compléter obligatoirement si le candidat est mineur)
Date :		
Mention manuscrite « Lu et approuvé » :		
Signature :		

SONT JOINTS OBLIGATOIREMENT À CE DOCUMENT POUR OUVERTURE DU DOSSIER :

- Attestation de fréquentation scolaire
- Copie de la carte d'identité (recto/verso + contenu récent de la puce électronique avec photo)
- Copie d'un extrait bancaire ou d'une attestation bancaire (document officiel) reprenant le nom et numéro de compte courant

MOTIVATION :

<p>Motivez votre demande : décrivez votre projet d'immersion en détails et expliquez-en la plus-value par rapport à votre projet d'études futures, votre projet de recherche d'emploi et/ou votre projet professionnel au sens large.</p>	
---	--

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 2016 portant exécution des articles 40 et 41 du décret du 20 février 2014 relatif au plan langues et modifiant divers décrets en matière de formation professionnelle

Namur, le 8 septembre 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

E. TILLIEUX

Modèle de CONTRAT

CONTRAT DE FORMATION PROFESSIONNELLE POUR UNE IMMERSION LINGUISTIQUE EN ENTREPRISE

Entre :

ayant son siège social à :

et une unité d'établissement en Région flamande, Région de langue allemande ,

n° B.C.E. :

valablement représenté par :

en qualité de :

ci-après dénommé l'entreprise,

et

.

domicilié(e) à :

inscrit comme demandeur d'emploi

n° registre national :

ci-après dénommé le stagiaire,

et

l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi

valablement représenté par Mme Marie-Kristine Vanboeckstal, administratrice générale,

ci-après dénommé Le FOREM,

En application de la section 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 2016 portant exécution des articles 40 à 41 du décret du 20 février 2014 relatif au plan langues et modifiant divers décrets en matière de formation professionnelle dont les parties déclarent avoir pris connaissance,

il est convenu ce qui suit :

Article 1er

Le présent contrat a pour objet de permettre au stagiaire d'effectuer, en immersion linguistique en néerlandais ou en allemand, une formation professionnelle en entreprise pour la fonction de

Il constitue un contrat sui generis.

Le contenu du programme de formation établi en néerlandais ou en allemand et approuvé par les parties contractantes est repris en annexe au présent contrat dont il fait partie intégrante. Les compétences acquises en néerlandais ou en allemand sont validées par Le FOREM.

Article 2

Le présent contrat de formation est conclu pour une période de 9 ou 12 semaines du au

Il est assorti d'une période d'essai de sept jours.

Pendant cette période d'essai, l'entreprise ou le stagiaire peut mettre fin au présent contrat moyennant un préavis de 3 jours notifié selon les modalités prévues par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail. Une copie dudit préavis est transmise sans délai au FOREM.

Article 3

Les prestations du stagiaire sont fixées à heures par semaine, correspondant à un temps plein selon le régime en vigueur dans l'entreprise.

Elles sont réparties comme suit :

Lundi	
Mardi	
Mercredi	
Jeudi	
Vendredi	
Samedi	

Article 4

L'entreprise s'engage à :

- 1) accueillir le stagiaire et veiller à son intégration dans le milieu professionnel
- 2) confier au stagiaire des tâches en adéquation avec le présent contrat et en lien avec le programme de formation.
- 3) respecter les obligations édictées par le Code sur le bien-être au travail, par le Règlement général de protection du travail ou par les conventions collectives qui sont applicables à l'entreprise
L'obligation de soumettre les stagiaires à des examens médicaux repose sur l'entreprise et vise tant l'organisation que la prise en charge financière des dits examens médicaux.
- 4) désigner parmi son personnel, un tuteur chargé du suivi et de l'accompagnement du stagiaire pendant la durée du stage
- 5) assurer toute information utile en matière de sécurité et fournir les équipements requis à cet égard
- 6) Permettre au FOREM d'exercer sa mission d'accompagnement, de suivi et d'évaluation de la formation en entreprise
- 6) transmettre au FOREM et au stagiaire, dans les délais requis, tous les documents nécessaires au suivi et à l'exécution du présent contrat
- 7) procéder au moins à une évaluation écrite réalisée au plus tard avant la fin du stage.

Article 5

Le stagiaire s'engage à :

- 1) maintenir son inscription comme demandeur d'emploi en tant que bénéficiaire d'allocations de chômage ou d'insertion
- 2) suivre avec assiduité son stage
- 3) respecter les horaires convenus et les consignes en vigueur dans l'entreprise
- 4) ne pas s'absenter du stage sans raison valable et communiquer à l'entreprise les informations et attestations nécessaires permettant de justifier ses absences éventuelles de l'entreprise
- 5) agir conformément aux instructions qui lui sont données par l'entreprise
- 6) communiquer à l'entreprise et au FOREM tout changement pouvant entraîner une modification du présent contrat

- 7) permettre au FOREM d'exercer sa mission d'accompagnement, de suivi et d'évaluation
- 8) rédiger un rapport final d'évaluation du stage
- 9) participer au test de langue ELAO à l'issue de la formation
- 10) transmettre tous les documents et justificatifs utiles à la gestion du présent contrat dont ceux permettant son indemnisation
- 11) couvrir les dommages causés par le stagiaire à des tiers à l'entreprise où se forme le stagiaire, l'entreprise étant civilement responsable des actes du stagiaire pendant l'exécution du contrat. Le stagiaire qui, dans le cadre de l'exécution du contrat, cause un préjudice à l'entreprise ou à des tiers, n'est tenu responsable qu'en cas de dol, de faute lourde ou de faute légère répétée.

Article 6

Le FOREM s'engage à :

- 1) accompagner le stagiaire et assurer le suivi de son stage
- 2) procéder à tout moment, à la demande d'une des parties, à l'évaluation du stage
- 3) procéder à son initiative, tant avec l'entreprise que le stagiaire, à l'évaluation finale du stage
- 4) assurer le stagiaire contre les accidents du travail et les accidents sur le chemin du travail par un contrat d'assurances qui garantit les mêmes avantages que ceux qui sont mis à charge de l'assureur par la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail. La victime est indemnisée sur base de la rémunération de la profession à laquelle elle est formé déduction faite des cotisations de sécurité sociale. Le salaire brut normal de la profession apprise s'élève, selon l'entreprise, à euros par suivant la C.P. n° en vigueur dans l'entreprise.
- 5) verser au stagiaire, pour les périodes effectivement prestées de formation professionnelle,
 - une prime de formation professionnelle imposable d'un euro par heure de formation
 - le remboursement de ses frais de déplacement conformément aux dispositions de l'arrêté Gouvernement wallon du 8 février 2002 relatif à l'octroi de certains avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle
 - en cas de logement en Région flamande ou en Communauté germanophone, une intervention dans ses frais de séjour conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2002 précité, à laquelle s'ajoute une indemnité forfaitaire correspondant à dix-neuf euros par jour presté
 - une intervention dans les frais de garde des enfants dont il a la charge conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février précité

Article 7

L'exécution du présent contrat est suspendue pendant les périodes de maladie, d'accident du travail ou sur le chemin du travail, de fermeture annuelle de l'entreprise, de chômage temporaire

Article 8

Le présent contrat prend fin soit

- au terme fixé à l'article 2
- quand le stagiaire n'est plus inscrit au FOREM comme demandeur d'emploi, bénéficiaire d'allocations de chômage ou d'insertion
- en cas de cas fortuit ou de force majeure rendant impossible définitivement l'exécution du contrat

- en cas de non-respect, du plan de formation, constaté par Le FOREM
- de commun accord entre les parties.

Article 9

Ainsi établi à le en trois exemplaires signés par les parties qui reconnaissent avoir reçu leur exemplaire ainsi que les annexes.

Pour l'entreprise,

Le stagiaire,

Pour le FOREM,



Plan de stage

Veillez compléter ce document ensemble (candidat et tuteur au sein de l'entreprise)

ENTREPRISE :

Adresse du stage:

Téléphone:

Tuteur dans l'entreprise:

E-mail du tuteur:

Nom de la personne qui signera le contrat:

STAGIAIRE :

Date de début du stage:

Date de fin de stage :

Horaire journalier à temps plein:

Stage résidentiel ou non?

Quelles tâches le stagiaire sera-t-il amené à réaliser?

-

-

-

-

-

-

Indiquez 3 attitudes parmi les attitudes suivantes qui seront importantes et attendues durant ce stage:

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> motivation (être pro-actief, s'investir) | <input type="checkbox"/> autonomie |
| <input type="checkbox"/> régularité | <input type="checkbox"/> sens de l'organisation |
| <input type="checkbox"/> ponctualité | <input type="checkbox"/> esprit d'équipe |
| <input type="checkbox"/> être social | <input type="checkbox"/> faculté d'adaptation |
| <input type="checkbox"/> sens de l'initiative | <input type="checkbox"/> précision |

Le stagiaire sera-t-il amené à avoir recours à sa langue maternelle ? Quand et dans quelles situations ?

.....

.....

.....

.....

Que lest le lieu de résidence du stagiaire pendant le stage ?

.....
.....
.....

Ce document est rédigé de commun accord entre le stagiaire et le tuteur dans l'entreprise qui s'engagent à en respecter le contenu.

Le stage ne peut en aucun cas commencer sans la validation du service « Immersions Linguistiques du Forem » et la réception des contrats signés par les trois parties.

En cas de difficulté avec le stagiaire, l'entreprise peut prendre contact avec la personne responsable du Forem, dont les coordonnées se trouvent ci-dessous afin de bénéficier d'un accompagnement spécifique.

Le Forem se réserve le droit d'annuler le stage si le plan de stage n'est pas respecté.

Le Forem planifiera une visite du stagiaire en du tuteur sur le lieu de stage environ un mois après le début du stage et communiquera le rapport au conseiller référent pour toute suite utile dans l'accompagnement vers l'emploi.

Signature du tuteur en entreprise :

Signature du stagiaire :

Document à renvoyer minimum 10 jours avant le début du stage à:

Service Immersion linguistique – Vanessa KINT

FOREM Formation

boulevard Tirou 104

6000 Charleroi

Tél : 071/27.71.78

vanessa.kint@forem.be



Stageplan

Gelieve dit document samen in te vullen (kandidaat en mentor van het bedrijf)

ONDERNEMING :

Adres van de stage:

Telefoon:

Mentor van de stage:

E-mail van de mentor:

Naam van de persoon die het contract zal tekenen:

STAGIAIR :

Begin datum van de stage:

Eind datum :

Dagelijks voltijds uurrooster:

Residentiele stage of niet?

Welke taken zal de stagiair verrichten?

-

-

-

-

-

Duid, uit de volgende, 3 attitudes aan, die gedurende deze stage belangrijk zijn en verwacht worden:

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> motivatie (pro-actief zijn, geïnvesteerd) | <input type="checkbox"/> autonomie |
| <input type="checkbox"/> regelmatigheid | <input type="checkbox"/> zin voor organisatie |
| <input type="checkbox"/> punctualiteit | <input type="checkbox"/> team spirit |
| <input type="checkbox"/> sociaal zijn | <input type="checkbox"/> aanpassingsvermogen |
| <input type="checkbox"/> zin voor initiatief | <input type="checkbox"/> zin voor nauwkeurigheid |

Zal de stagiair de moedertaal gebruiken ? (zo min mogelijk !) ? Wanneer en in welke situaties ?

.....

.....

.....

.....

Welke is de verblijfplaats van de stagiair gedurende de stage ?

.....

.....

.....

.....

Dit document is geschreven in onderling overleg tussen de stagiair en de mentor binnen het bedrijf, die zich inzetten de inhoud ervan te respecteren.

De stage kan in geen geval beginnen zonder de goedkeuring van de Dienst « Immersions Linguistiques du Forem » en de ontvangst van de contracten, ondertekend door de drie partijen.

In geval van moeilijkheden met de stagiair, kan het bedrijf contact nemen met de verantwoordelijke van de Forem, hieronder vermeld, om een specifieke begeleiding te doen.

Le Forem behoudt zich het recht de stage te annuleren indien het stageplan niet wordt nageleefd.

Le Forem zal na één maand de stagiair en de mentor op de stageplaats bezoeken en aan het einde van de stage, verslag maken aan de jobreferente van de stagiair voor verdere begeleiding naar werk..

Ondertekening Mentor van het bedrijf :

Ondertekening Stagiair :

Document minimum 10 dagen voor het begin van de stage sturen naar :

Service Immersion linguistique – Vanessa KINT

FOREM Formation

boulevard Tirou 104

6000 Charleroi

Tél : 071/27.71.78



Praktikumsplan

Bitte füllen Sie dieses Dokument gemeinsam mit Ihrem Mentor aus.

UNTERNEHMEN:

Anschrift (wo das Praktikum stattfindet):

Telefon:

Mentor im Unternehmen:

E-Mail des Mentoren:

Name des Unterzeichnenden (im Unternehmen):

PRAKTIKANT/IN :

Zeitraum des Praktikums: von bis

Dauer des Praktikums (Minimum 4 Wochen – Maximum 12 Wochen)

Arbeitszeiten:

Inhalt des Praktikums:

Welche Aufgaben soll der/die Praktikant(in) verrichten? Was erwarten Sie von ihm / ihr?
(Kompetenzen + Verhalten)?

-
-
-
-
-
-

Wie sieht der Kontakt mit der deutschen Sprache aus? (Mündlich? Schriftlich?)

-
-
-
-

Wird der / die Praktikant(in) auch seine / ihre Muttersprache benutzen? (So wenig wie möglich !)

Wann und in welchen Situationen?

.....

.....
.....
.....

Übernachtung vor Ort?

Dieses Dokument wird von Praktikant und Mentor in gegenseitigem Einverständnis ausgefüllt. Beide Parteien verpflichten sich durch die Unterschrift, den Inhalt des Plans zu respektieren.

Das Praktikum beginnt erst nach Einwilligung der Abteilung für « Immersions Linguistiques du Forem » und nach Empfang des von den drei Parteien unterzeichneten Vertrags.

Sollte es Probleme mit dem/der Praktikanten/in geben, kann der Mentor mit dem Verantwortlichen im Forem (unten vermerkt) Kontakt aufnehmen und eine spezifische Begleitung in die Wege leiten.

Das Forem behält sich das Recht vor, bei Nichteinhalten des Praktikumsplans das Praktikum vorzeitig zu beenden.

Ein Forem interner Verantwortlicher wird nach einem Monat den/die Praktikanten/in und den Mentoren im Betrieb aufsuchen. Gemeinsam wird besprochen, ob das Praktikum zur Zufriedenheit aller abläuft / abgelaufen ist. Nach Abschluss des Praktikums lässt er das Fazit dem zuständigen Berater zwecks Weiterbegleitung bei der Jobsuche zukommen.

Unterschrift des Mentoren im Betrieb:

Unterschrift des/der Praktikanten/in:

Dokument spätestens 10 Tage vor Praktikumsbeginn an:

Service Immersion linguistique –Vanessa KINT

FOREM Formation

boulevard Tirou 104

6000 Charleroi

Tél : 071/27.71.74 – Fax : 071/27.71.53

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 2016 portant exécution des articles 40 et 41 du décret du 20 février 2014 relatif au plan langues et modifiant divers décrets en matière de formation professionnelle

Namur, le 8 septembre 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

E. TILLIEUX

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2016/27277]

8 SEPTEMBER 2016. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van de artikelen 40 en 41 van het decreet van 20 februari 2014 betreffende het talenplan en tot wijziging van verschillende decreten inzake beroepsvorming

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 20 februari 2014 betreffende het talenplan en tot wijziging van verschillende decreten inzake beroepsvorming, inzonderheid op de artikelen 40 en 41;

Gelet op het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'Emploi", artikel 3, § 1, 9°, ingevoegd bij het decreet van 17 maart 2016;

Gelet op het decreet van 17 juli 2003 tot oprichting van een "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises", inzonderheid op artikel 5, § 2, vierde lid, en § 3;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 29 februari 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 10 maart 2016;

Gelet op het rapport van 8 juni 2016, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies nr. 59.598/2/V van de Raad van State, gegeven op 27 juli 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemeenheden*

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 127, § 1, van de Grondwet. Het is van toepassing in het Franse taalgebied.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° het decreet van 20 februari 2014 : het decreet van 20 februari 2014 betreffende het talenplan en tot wijziging van verschillende decreten inzake beroepsvorming ;

2° de Minister : de Minister van Vorming;

3° de Dienst : de « Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi » (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling) zoals bedoeld in het decreet van 6 mei 1999 betreffende de « Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi ».

4° het Instituut : het « Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises » (Waal instituut voor alternerende opleiding en zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen) bedoeld in het decreet van 17 juli 2003 tot oprichting van een « Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises » ;

5° de persoon : de persoon die zijn hoofdverblijfplaats in het Franse taalgebied heeft;

6° de geaccrediteerde operator : de operator die per project gekozen wordt aan het einde van een analyseprocedure gegrond op bepaalde criteria, op de offertes ontvangen in het kader van de oproep tot belangverklaring georganiseerd door de Dienst voor wat betreft de in hoofdstuk 2 vermelde taalbadformules of op de offerteaanvraag georganiseerd door het Instituut voor wat betreft de in hoofdstuk 3 vermelde taalbadformules;

7° de geaccrediteerde talenschool : de talenschool gevestigd binnen de Europese Unie en buiten het Franse taalgebied, die gekozen wordt aan het einde van een analyseprocedure gegrond op bepaalde criteria, op de offertes ontvangen in het kader van de oproep tot belangverklaring georganiseerd door de Dienst voor wat betreft de in hoofdstuk 2 vermelde taalbadformules of op de offerteaanvraag georganiseerd door het Instituut voor wat betreft de in hoofdstuk 3 vermelde taalbadformules;

8° het taalbad : elke ervaring in het buitenland, in het Vlaamse Gewest of in de Duitstalige Gemeenschap die de talenkennis of de talen- en beroepskennis zoals georganiseerd volgens de bepalingen van de hoofdstukken 2 tot 4 verbetert;

9° de immersie in een bedrijf : elke ervaring in een bedrijf in het buitenland, in het Vlaamse Gewest of in de Duitstalige Gemeenschap die de talenkennis of de talen- en beroepskennis zoals georganiseerd volgens de bepalingen van de hoofdstukken 6 tot 8 verbetert;

10° de schoolinrichting : de schoolinrichting beheerd door een inrichtende macht die afhangt van het net erkend door de openbare overheid van de plaats van het taalbad;

11° de ELAO-taaltoets : de toets bestaande uit een geautomatiseerde adaptatieve toets aangevuld met een mondelinge toets;

12° de schooltoelage voor het hoger onderwijs : de schooltoelage toegekend krachtens het decreet tot regeling, voor de Franse Gemeenschap, van de toekenning van de studietoelagen en studieleningen, gecoördineerd op 7 november 1983.

Art. 3. De Dienst organiseert de identificatie van de taalniveaus op grond van de ELAO-taaltoets.

De in het eerste lid bedoelde geautomatiseerde toets omvat :

1° voor het taalbad bedoeld in afdeling 4 van hoofdstuk 2 en het taalbad bedoeld in hoofdstuk 3, een deel grammatica, een deel algemene woordenschat en een deel begrijpend lezen;

2° voor de taalbaden bedoeld in de afdelingen 5, 6, 7 en 8 van hoofdstuk 2, een deel grammatica, een deel woordenschat gebonden aan de algemene woordenschat en kantoorwoordenschat en een deel begrijpend luisteren.

Een opleider van de Dienst gaat tot de mondelinge toets over die gegrond wordt op een algemeen patroon van vragen en een omschrijving van de mondelinge kennis per niveau.

De geïdentificeerde taalniveaus stemmen overeen met het gemeenschappelijk Europees referentiekader voor talen, afgekort ERK. Voor een fijnere evaluatie worden de niveaus van het Europees kader in vier onderniveaus onderverdeeld, die "subgroepen" worden genoemd.

De resultaten zijn tijdens maximum zes maanden geldig.

Art. 4. Eenzelfde persoon kan maximum twee taalbaden volgen indien de volgende cumulatieve voorwaarden vervuld worden :

1° beide taalbaden worden in twee verschillende talen uitgevoerd;

2° beide taalbaden bevatten minstens één immersie in een bedrijf;

3° de immersie in een bedrijf zoals bedoeld in de afdelingen 6 of 8 van hoofdstuk 2 wordt niet voorafgegaan door een taalbad in dezelfde taal in een geaccrediteerde talenschool.

In afwijking van het eerste lid kan de persoon die een taalbad, georganiseerd volgens de bepalingen van afdeling 7, geniet, in aanmerking komen voor maximum drie taalbaden indien ze in minstens twee verschillende talen georganiseerd worden en indien twee van die drie taalbaden in de taal van het volgens de bepalingen van afdeling 7 georganiseerde taalbad worden uitgevoerd.

Art. 5. § 1. Tijdens het taalbad is de persoon de enige verantwoordelijke voor de opening en de handhaving van zijn rechten in het kader van de Belgische sociale zekerheid . Daartoe vervult de persoon alle nodige formaliteiten zowel in België als in het buitenland.

§ 2. Tijdens de hele duur van het taalbad draagt de persoon de risico's gebonden aan de ziekte, de lichamelijke ongevallen, de repatriëring en de burgerlijke aansprakelijkheid. Vóór zijn vertrek sluit de persoon een verzekering af voor het geheel van de vermelde risico's.

Tijdens de lessen verzekert de schoolinrichting of de geaccrediteerde talenschool de persoon tegen de risico's voor lichamelijke ongevallen waarvan hij slachtoffer kan zijn en tegen de geldelijke gevolgen waaraan hij wegens zijn burgerlijke aansprakelijkheid blootgesteld is.

Art. 6. Wanneer het taalbad door een geaccrediteerde operator als verantwoordelijke voor de organisatie van het taalbad georganiseerd wordt, verzekert de operator tijdens bedoeld taalbad bescherming en bijstand aan de persoon.

Indien het taalbad een immersie in een bedrijf omvat, is de operator verantwoordelijk voor de organisatie en het goede verloop van de immersie in een bedrijf.

Art. 7. § 1. Indien de persoon voortijdig een einde maakt aan het taalbad, informeert hij onmiddellijk de Dienst voor wat betreft de in hoofdstuk 2 bedoelde taalbaden, of het Instituut voor wat betreft de in hoofdstuk 3 bedoelde taalbaden en de geaccrediteerde operator evenals de schoolinrichting, de geaccrediteerde talenschool of het betrokken bedrijf.

Na een beoordeling van de feiten en de daarop betrekking hebbende bewijsstukken door de Dienst of het Instituut wordt het voortijdige einde van het taalbad als gerechtvaardigd beschouwd wegens ofwel :

1° de ernstige ziekte van de persoon;

2° ernstige familiale redenen;

3° de terugkeer op de arbeidsmarkt van meer dan drie maanden;

4° de gevallen van overmacht of buitengewone omstandigheid, met name in verband met een proces van socioprofessionele inschakeling in België.

In geval van voortijdig einde overeenkomstig het tweede lid en onverminderd de toekennings-, uitbetalings- en rechtvaardigingsmodaliteiten van het gebruik van de in dit hoofdstuk bedoelde beurs betaalt de persoon het gedeelte van de eerste schijf van de beurs terug, waarvan de reeds gemaakte kosten betreffende bedragen gedekt door de beurs en behoorlijk verantwoord worden afgetrokken.

§ 2. Indien het taalbad niet georganiseerd wordt of indien de persoon er een einde aan maakt wegens een andere reden dan die bedoeld in § 1, betaalt de persoon het geheel van de reeds geïnde bedragen terug.

§ 3. Overeenkomstig dit artikel betaalt de persoon het geheel of een gedeelte van de reeds gestorte beurs aan de Dienst of het Instituut binnen dertig dagen na de zending van de vorderingsbrief van de Dienst of van het Instituut en laat hij in voorkomend geval binnen die termijn zijn opmerkingen gelden.

HOOFDSTUK 2. — *Beurzen toegekend aan de personen die een onderwijsleertraject hebben voltooid of die als werkzoekende ingeschreven zijn*

Afdeling 1. — Doel van de beurs

Art. 8. De Dienst kan onder de voorwaarden van het decreet van 20 februari 2014 en van dit besluit en binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, beurzen toekennen die geheel of gedeeltelijk de kosten dekken die inherent zijn aan een taalbad in een geaccrediteerde talenschool, een schoolinrichting of een bedrijf, gelegen in België of in het buitenland.

Art. 9. De beurs dekt geheel of gedeeltelijk de kosten gemaakt door de persoon voor :

1° de vervoerbewijzen van een reis heen en terug tussen zijn woonplaats en zijn huisvestingslocatie;

2° de visum- en paspoortkosten behalve de bijkomende kosten voor een dringende afgifte;

3° de factuur van de geaccrediteerde talenschool of van de geaccrediteerde operator voor de kosten van de cursussen, van de organisatie van het verblijf en, in voorkomend geval, van de huisvesting;

4° de huisvestingsfactuur indien niet-inbegrepen in de factuur van de geaccrediteerde talenschool of van de geaccrediteerde operator;

5° de abonnementen op het openbaar vervoer waarop ter plaatse is ingetekend;

6° voor het in het afdelingen 5 en 6 bedoelde taalbad, een toelage van maximum vijftig euro per week voor de maaltijdkosten indien ze niet in de huisvestingsfactuur worden inbegrepen, ongeacht of het in vol of half pension is;

6° voor het in het afdeling 8 bedoelde taalbad, een toelage van maximum tachtig euro per week voor de maaltijdkosten indien ze niet in de huisvestingsfactuur worden inbegrepen, ongeacht of het in vol of half pension is.

In afwijking van het eerste lid en voor het taalbad :

1° bedoeld in afdeling 4 dekt de beurs geen toelage;

2° bedoeld in afdeling 7 bestaat de beurs in een forfaitaire toelage per gepresteerde dag.

Afdeling 2 — Toekenningsmodaliteiten

Art. 10. De Dienst kent de in dit hoofdstuk bedoelde beurs op basis van een oproep tot de kandidaten toe.

Voor de taalbaden georganiseerd :

1° in de afdelingen 5, 6, 7 en 8 van dit hoofdstuk is de oproep tot de kandidaten maandelijks en duurt elke oproep drie weken;

1° in de afdeling 4 van dit hoofdstuk is de oproep tot de kandidaten jaarlijks en begint bedoelde oproep op 1 februari en eindigt op 31 maart.

Art. 11. Aan de hand van het formulier waarvan het model in de bijlagen 1 en 2 bij dit besluit wordt vermeld, richt de persoon de aanvraag voor een beurs bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs aan de Dienst naar gelang van het type taalbad waarvoor de aanvraag tot toekenning van de beurs wordt ingediend.

Art. 12. De Dienst controleert het volledige karakter van de aanvraag ten opzichte van de gegevens en documenten vereist in het aanvraagformulier en bericht ontvangst van de aanvraag binnen vijftien dagen na ontvangst ervan.

Wanneer de aanvraag onvolledig is, stelt de Dienst de persoon in de zending van het bericht van ontvangst van de aanvraag in kennis daarvan.

De persoon dient de vereiste stukken en gegevens volgens dezelfde wijze als de in artikel 11 bedoelde aanvraag in.

In voorkomend geval richt de Dienst binnen vijftien dagen na de datum van verzending van het bericht van ontvangst een rappelbrief met de lijst van de ontbrekende stukken aan de persoon.

Indien de Dienst de ontbrekende stukken en gegevens niet ontvangt binnen vijftien dagen volgend op de in het vierde lid bedoelde rappelbrief, wordt de aanvraag als onbestaande beschouwd wordt. De Dienst licht de persoon bij aangetekend schrijven erover in.

Art. 13. § 1. Wanneer de aanvraag volledig is, behandelt de Dienst de aanvraag ten opzichte van de toekenningsvoorwaarden :

1° vermeld in de definitie van de term "persoon" bedoeld in artikel 2, 6°.

2° betreffende elk soort taalbad bedoeld in de afdelingen 4 tot 8 van dit hoofdstuk;

§ 2. De beurs wordt binnen tien dagen na de datum van de afsluiting van de oproep tot de kandidaten door de administrateur-generaal van de Dienst of de door hem gemachtigd persoon toegekend of geweigerd ten opzichte van de in § 1 bedoelde toekenningsvoorwaarden en binnen de specifieke begrotingsperken die jaarlijks worden bepaald in de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest.

§ 3. De Dienst stelt een gemotiveerde rangschikking van de aanvragen vast voor de taalbaden georganiseerd :

1° in de afdelingen 5, 6, 7 en 8 van dit hoofdstuk binnen tien dagen na de datum van afsluiting van de in artikel 10, eerste lid, bedoelde oproep tot de kandidaten in geval van risico voor overschrijding van de begrotingsenveloppe bestemd voor de overeenstemmende maand en bepaald door de Dienst ten opzichte van het aantal ontvangen en gunstig geachte aanvragen;

2° in afdeling 4 van dit hoofdstuk binnen veertig dagen na de datum van afsluiting van de oproep tot de kandidaten.

§ 4. Voor de vaststelling van de in § 3 bedoelde rangschikking verwijst de Dienst naar de volgende criteria die ingedeeld worden naar gelang van hun belang en volgens de weging bepaald als volgt :

1° voor de in afdeling 4 van dit hoofdstuk bedoelde taalbaden :

a) de toelaatbaarheid van de persoon, of van de personen die de persoon die de beurs wil genieten, fiscaal ten laste hebben, voor een schooltoelage voor het hoger onderwijs bedoeld in artikel 2, 12 °; veertig procent van de punten worden toegekend;

b) het belang van de taalvaardigheden in het beroepsproject, het voorziene studie- of opleidingsproject; veertig procent van de punten worden toegekend;

c) de resultaten voor de in artikel 3 bedoelde ELAO-taaltoets ; twintig procent van de punten worden toegekend;

2° voor de in afdeling 5 van dit hoofdstuk bedoelde taalbaden :

a) het belang van de taalvaardigheden in het beroepsproject, het voorziene studie- of opleidingsproject; veertig procent van de punten worden toegekend;

b) de inschrijving van het immersieproject in een beroepsproject gebonden aan een knelpuntberoep of aan een beroep van de toekomst, opgenomen in de lijst die jaarlijks door de Dienst wordt opgemaakt, of aan een prioritaire sector gebonden aan de Waalse competitiviteitspolen of aan de numerieke technologieën; dertig procent van de punten worden toegekend;

c) de leeftijd van de persoon; twintig procent van de punten worden toegekend; de persoon van minder dan 25 jaar op de datum van de zending van de beursaanvraag die 20 punten op 20 haalt, de persoon tussen 25 en 30 jaar op de datum van de zending van de beursaanvraag die 10 punten op 20 haalt en de persoon van meer dan 30 jaar op de datum van de zending van de beursaanvraag die 5 punten op 20 haalt;

d) de resultaten voor de in artikel 3 bedoelde ELAO-taaltoets ; tien procent van de punten worden toegekend;

3° voor de in de afdelingen 6, 7 en 8 van dit hoofdstuk bedoelde taalbaden :

a) het belang van de taalvaardigheden in het beroepsproject, het voorziene studie- of opleidingsproject; veertig procent van de punten worden toegekend;

b) de inschrijving van het immersieproject in een beroepsproject gebonden aan een knelpuntberoep of aan een beroep van de toekomst, opgenomen in de lijst die jaarlijks door de Dienst wordt opgemaakt, of aan een prioritaire sector gebonden aan de Waalse competitiviteitspolen of aan de numerieke technologieën; dertig procent van de punten worden toegekend;

c) de relevantie van het taalbad ten opzichte van de behoefte aan beroepservaring van de persoon; twintig procent van de punten worden toegekend;

d) de resultaten voor de in artikel 3 bedoelde ELAO-taaltoets ; tien procent van de punten worden toegekend.

Wat het criterium bedoeld in de punten 1°, b), 2°, a) en 3°, a) betreft, kan het beoordeeld worden ten opzichte van de taalvaardigheden in het profiel voor de beroepen ROME V3.

De toekenning van de beurs wordt beperkt tot de dossiers die de hoogste rangschikking krijgen en die minstens zestig procent van de punten krijgen voor de criteria 1°, b), 2°, a), 3°, a), en 3°, c).

De dienst "Talen" van de Dienst maakt het voorstel tot rangschikking aan de administrateur-generaal van de Dienst of de door hem gemachtigd persoon over.

Binnen tien dagen na ontvangst van de rangschikking wordt de beurs op grond van de rangschikking toegekend of geweigerd door de administrateur-generaal van de Dienst of de door hem gemachtigd persoon.

§ 5. Onverminderd de voorwaarden voor de toekenning en de uitbetaling van de schijven van dit hoofdstuk heeft de toekenningsbeslissing betrekking op het totaalbedrag van de beurs waarop de persoon aanspraak kan maken met inachtneming van de vermelde voorwaarden betreffende elk soort taalbad bedoeld in de afdelingen 4 tot 8 van dit hoofdstuk.

De Dienst deelt de beslissing bij aangetekend schrijven aan de persoon mee binnen tien dagen na de beslissing.

De beslissing omvat de lijst van de stukken die aan de Dienst overgemaakt moeten worden voor de uitbetaling van de eerste schijf zoals bedoeld in artikel 14, § 2.

§ 6. Wat het in afdeling 4 bedoelde taalbad betreft, beslist de Dienst over de toekenning onder de opschortende voorwaarde van het verkrijgen van het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs of van een Belgische beslissing tot gelijkwaardigheid, dat/die binnen uiterlijk vijftien dagen na het afgeven ervan door de persoon wordt overgemaakt.

Bij gebrek aan officieel certificaat afgeleverd door de Franse Gemeenschap geldt een attest van welslagen dat door de inrichting van het secundair onderwijs op erewoord afgeleverd wordt, als bewijs van het verkrijgen van het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs.

Indien het getuigschrift in het kader van een tweede zitting verkregen wordt, maakt de persoon uiterlijk op 15 juli van het vertrekjaar een document aan de Dienst over, waaruit blijkt dat hij voor de examens van de tweede zitting is ingeschreven. Na die examens maakt de persoon het bewijs van het verkrijgen van het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs of van een Belgische beslissing tot gelijkwaardigheid over binnen uiterlijk vijftien dagen na de datum van aflevering van het document.

Indien hij op 15 juli van het vertrekjaar de vereiste documenten niet ontvangt, stuurt de Dienst binnen tien dagen een rappelbrief bij aangetekend schrijven om de persoon eraan te herinneren dat de beurs niet verschuldigd zal zijn indien dit bewijs niet binnen vijftien dagen volgend op de zending van de rappelbrief wordt overgemaakt.

Indien de persoon het bewijs van zijn welslagen binnen de voorgeschreven termijnen niet heeft overgemaakt, wordt de in het eerste lid bedoelde opschortende voorwaarde niet vervuld en wordt de beurs niet toegekend.

Afdeling 3. — Modaliteiten voor de uitbetaling en de rechtvaardiging van het gebruik van de beurs

Art. 14. § 1. De beurs wordt in twee schijven op degressieve wijze uitbetaald.

§ 2. Onverminderd de bijzondere bepalingen bedoeld in de afdelingen 4 tot 8 stort de Dienst de eerste schijf die met 75 procent van de beurs overeenstemt, op de daartoe vermelde bankrekening aan de persoon binnen 15 dagen na ontvangst van de bewijsstukken voor de uitbetaling van de eerste schijf.

De in § 1 bedoelde storting van de eerste schijf hangt af van de zending, door de persoon, voor het taalbad bedoeld :

1° in afdeling 4 :

- van het bewijs van het verkrijgen van het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs, van het kwalificatiecertificaat afgeleverd aan het einde van het zesde jaar van het secundair technisch, kunst- of beroepskwalificatieonderwijs, alsook aan het einde van het zevende jaar van het secundair technisch, kunst- of beroepskwalificatieonderwijs afgeleverd door een Belgische openbare overheid, of van het getuigschrift van het zesde jaar van het secundair beroepsonderwijs, van een Belgische beslissing tot gelijkwaardigheid of elk gelijkwaardig diploma erkend door België;

- van het bewijs van de organisatie van het taalbad in een geaccrediteerde talenschool of in een schoolinrichting;

- en, in voorkomend geval, van het document waaruit blijkt dat de persoon in aanmerking komt voor de studiebeurs voor het hoger onderwijs, zoals bedoeld in artikel 13, § 4, 1°, a);

2° in afdeling 5, van een proforma-factuur van de geaccrediteerde talenschool;

3° in de afdelingen 6 en 8 , van een proforma-factuur van de geaccrediteerde operator en van een attest van tenlasteneming afgeleverd door het bedrijf;

4° in afdeling 7, van het bewijs van de reservering van huisvesting of van de overeenkomst precare bewoning of van huurovereenkomst en van een attest van tenlasteneming afgeleverd door het bedrijf.

Voor de in de afdelingen 5 tot 8 bedoelde taalbaden worden de stukken betreffende de uitbetaling van de eerste schijf aan de Dienst overgemaakt binnen uiterlijk twintig dagen voor het vertrek van de persoon.

§ 3. Binnen vijftien dagen na de datum van zijn terugkeer zendt de persoon bij aangetekend schrijven de stukken aan de Dienst ter rechtvaardiging van :

1° de werkelijkheid van zijn aanwezigheden op de cursussen georganiseerd door de schoolinrichting of door de geaccrediteerde school of, in geval van immersie in een bedrijf, de werkelijkheid van zijn aanwezigheden in het bedrijf;

2° de evaluatiedocumenten of de documenten van de werken gebonden aan het uitgevoerde project, waaronder, voor de immersie in een bedrijf (afdelingen 6 tot 8), het verslag opgemaakt door de persoon in de doeltaal en voor de andere soorten taalbad (afdelingen 4 en 5), het verslag betreffende het taalbad en het verslag van het bezoek in het bedrijf opgemaakt door de persoon in de doeltaal;

Indien de stukken niet binnen de in het eerste lid bedoelde termijn worden overgemaakt, stuurt de Dienst een rappelbrief bij aangetekend schrijven opdat de persoon bedoelde stukken binnen vijftien dagen na ontvangst van de rappelbrief overlegt.

Behoudens bij behoorlijk gerechtvaardigde overmacht bepaald door de Dienst is de beurs, indien de bewijsstukken niet binnen de voorgeschreven termijn worden overgemaakt, niet verschuldigd en betaalt de persoon het reeds geïnde voorschot terug binnen dertig dagen na de zending van de door de Dienst gerichte vorderingsbrief en laat hij in voorkomend geval zijn opmerkingen gelden.

§ 4. In geval van ongerechtvaardigde afwezigheden op de cursussen of in het bedrijf boven het percentage van tien procent van toegelaten ongerechtvaardigde afwezigheden is de beurs niet volledig verschuldigd. Het reeds gestorte voorschot blijft verworven naar rato van de gerechtvaardigde sommen en van de gepresteerde dagen.

De Dienst richt een vorderingsbrief aan de persoon, waarin hij hem verzoekt om het reeds gestorte en ongerechtvaardigde bedrag van de beurs zelfs in geval van verbetering van de talenkennis binnen dertig dagen terug te betalen en, in voorkomend geval, om zijn afwezigheden te rechtvaardigen.

In de zin van dit besluit wordt een afwezigheid gerechtvaardigd door :

1° de onpasselijkheid of ziekte van de persoon, gedekt door een medisch getuigschrift of een officieel document dat door een ziekenhuiscentrum is afgeleverd ;

2° elk document afgeleverd door een openbare overheid waaruit blijkt dat de persoon de tijdens de lessen of de stage vervulde administratieve stappen niet op een ander ogenblik kon verrichten;

3° de gevallen van overmacht of buitengewone omstandigheden bepaald door de Dienst, waaronder de ernstige ziekten of het overlijden van een bloedverwant van de persoon op basis van het overmaken van een officieel document.

§ 5. Binnen tien dagen na de datum van zijn terugkeer licht de persoon de Dienst daarover in en stelt hij een datum met de Dienst vast om de test af te leggen om zijn taalniveau na het taalbad te bepalen.

Indien de test niet wordt afgelegd, is de tweede schijf van twintig procent door de Dienst niet verschuldigd behalve in door de Dienst bepaalde en behoorlijk gerechtvaardigde gevallen van overmacht of buitengewone omstandigheden.

Voor het in afdeling 4 bedoelde taalbad wordt de in het eerste lid bedoelde test uiterlijk op 15 september van het jaar van terugkeer van het taalbad uitgevoerd. In geval van onvoldoende verbetering van het taalniveau zoals bepaald in artikel 15, § 5, is de tweede schijf niet verschuldigd en licht de Dienst er de persoon bij aangetekend schrijven over in.

De persoon die de test wegens zijn betrekking niet kan afleggen, wordt daarvan vrijgesteld na verificatie van zijn tewerkstelling.

§ 6. Binnen tien dagen na de datum van het afleggen van de test tot bepaling van het taalniveau na het taalbad van de persoon beslist de Dienst over de uitbetaling van de tweede schijf van de beurs ten opzichte van de overgemaakte stukken en deelt hij zijn beslissing aan de persoon mee.

De Dienst richt een brief aan de persoon waarin wordt vermeld of de procedure voor de storting van het saldo van de beurs al dan niet begonnen is.

§ 7. In geval van onvoldoende onkosten is de beurs niet volledig maar naar rato van de gerechtvaardigde sommen verschuldigd.

§ 8. Het frauduleuze verkrijgen van de beurs geeft aanleiding tot de terugbetaling van de gestorte bedragen.

Afdeling 4. — Taalbad in een school buiten het Franse taalgebied

Art. 15. § 1. Een persoon die een certificeringsniveau gelijk aan het eindexamen van het secundair onderwijs bereikt en die voldoet aan de voorwaarden van dit artikel en van artikel 16, kan tussen 1 februari en 31 maart van het kalenderjaar van die certificering een beurs vragen voor een taalbad van achttien weken tot tien maanden in een geaccrediteerde school of in een schoolinrichting die minstens twintig lessen per week aanbiedt.

§ 2. Het in deze afdeling bedoelde taalbad heeft betrekking op het Duits, het Engels, het Nederlands of een combinatie van twee van die talen, hierna meertalig jaar genoemd, in de volgende regio's en landen : Nederland, het Nederlandse taalgebied van België, Duitsland, Oostenrijk, de Duitstalige gemeenschap, Groot-Brittannië, Ierland, Malta, Canada buiten Quebec, de continentale staten van de Verenigde Staten.

Voor het in een geaccrediteerde talenschool georganiseerde taalbad bevoorrecht de Dienst de Europese regio's en landen bij de vaststelling van de in artikel 13, § 4, 1° bedoelde rangschikking.

§ 3. Naast het leren in een school omvat het taalbad een moment bestemd voor één of meer bezoeken in plaatselijke bedrijven met een maximale duur van twaalf uur per halfjaar; dit moment maakt het voorwerp uit van een verslag dat door de persoon in de doeltaal opgemaakt wordt en aan het einde van het taalbad wordt afgegeven.

§ 4. Het in deze afdeling bedoelde taalbad vereist een voorafgaandelijke minimale talenkennis. Het vereiste taalniveau is A1 in de taal van de immersie en A2 + 2 subgroepen in het Nederlands of het Duits indien het project een eentalig taalbad in het Engels is.

§ 5. De uitbetaling van de tweede schijf van de beurs hangt af van de verbetering van het niveau in de doeltaal die vereist wordt aan het einde van het in deze afdeling bedoelde taalbad.

De aan de terugkeer vereiste verbetering schommelt volgens het niveau van vertrek volgens de volgende tabel :

Eentalige stage 1 jaar		
Niveau van vertrek	Minimale verlangde verbetering :	
A1	2 niveaus	= 8 subgroepen
A2	1 anderhalf niveau	= 6 subgroepen
Vanaf A2+3	1 niveau	= 4 subgroepen
B2	1/2 niveau	= 2 subgroepen
Stage enig halfjaar en meertalige jaren		
Niveau van vertrek	Minimale vereiste verbetering per halfjaar :	
Tot A2+1	1 niveau	= 4 subgroepen
A2+2	3/4 van het niveau	= 3 subgroepen
B1	1/2 niveau	= 2 subgroepen
B2	1/4 van het niveau	= 1 staafje

Voor het in artikel 17, 3°, bedoelde taalbad "meertalig jaar", is de vereiste totale verbetering gelijkwaardig aan de som van de minimale verbeteringen van de twee halfjaar. De minimale verbetering in één van de twee talen is 2 subgroepen (1 vanaf B1) en wordt verplicht gecompenseerd door de verbetering in de andere taal. Vanaf een niveau van vertrek C1 moet de taaltoets afgelegd worden maar de verbetering wordt niet meer vereist.

Art. 16. Om in aanmerking te komen voor de beurs voor het in deze afdeling taalbad moet de persoon voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° op het ogenblik van het taalbad, houder zijn van het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs of van het diploma van het zesde jaar van het secundair beroepsonderwijs of van een Belgische beslissing tot gelijkwaardigheid of elk gelijkwaardig diploma erkend in België;

2° voor de in artikel 3 bedoelde taaltoetsen geslaagd zijn en het in artikel 15, 4 bedoelde taalniveau hebben.

Art. 17. De voorgestelde formules hebben betrekking op ofwel :

1° een volledig schooljaar in een schoolinrichting in één enkele taal;

2° een halfjaar in een schoolinrichting of een geaccrediteerde talenschool in één enkele taal;

3° twee halve schooljaren in geval van een "meertalig jaar" in twee verschillende talen maar met een mogelijke combinatie van een halfjaar in een geaccrediteerde school en een halfjaar in een schoolinrichting.

In een schoolinrichting wordt het taalbad gegeven in een studieniveau gelijkwaardig aan het niveau van het voorlaatste of van het laatste jaar van het secundair onderwijs of van het eerste jaar van het hoger onderwijs. In een geaccrediteerde school omvat het taalbad achttien weken taallessen per haaljaar.

Art. 18. Een geaccrediteerde operator of de persoon organiseert het in deze afdeling bedoelde taalbad. De geaccrediteerde operator is verantwoordelijk voor de organisatie van het taalbad en zorgt voor de bescherming en de bijstand van de persoon.

Art. 19. De beurs die een verschillend bedrag heeft volgens het type taalbad en de bestemming, bedraagt maximum 4000 euro onder voorbehoud van een rechtvaardiging gebonden aan de schommelingen van de buitenlandse valuta.

In afwijking van het eerste lid kan die beurs verhoogd worden en betrekking hebben op een bedrag van 8000 euro bedragen indien de inkomsten van de personen die de persoon die de beurs wil genieten, fiscaal ten laste hebben, hem toegang zouden kunnen geven tot een schooltoelage voor het hoger onderwijs bedoeld in artikel 2, 12°.

Afdeling 5. — Taalbad in een talenschool binnen de Europese Unie buiten het Franse taalgebied

Art. 20. Om in aanmerking te komen voor de beurs voor het in deze afdeling bedoelde taalbad, is de persoon sinds minstens vier weken als werkzoekende ingeschreven in een beroep dat de talenkennis integreert. Hij moet bovendien ofwel :

1° houder zijn van het kwalificatiecertificaat afgeleverd aan het einde van het zesde jaar van het secundair technisch, kunst- of beroepskwalificatieonderwijs, alsook aan het einde van het zevende jaar van het secundair technisch, kunst- of beroepskwalificatieonderwijs afgeleverd door een Belgische openbare overheid, of van het getuigschrift van het zesde jaar van het secundair beroepsonderwijs;

2° houder zijn van een diploma van ondernemingshoofd of van een getuigschrift van leertijd zoals afgeleverd door het Instituut;

3° houder zijn van een Belgisch diploma van het hoger onderwijs van het korte type;

4° een Belgische beslissing tot gelijkwaardigheid voor beroepsdoelinden gekregen hebben;

5° een beroepsopleiding gevolgd hebben, die georganiseerd wordt door de Dienst of een gewestelijke openbare opleidingsdienst die het voorwerp heeft uitgemaakt van een validering of erkenning van de vaardigheden.

Art. 21. De persoon die voldoet aan de in artikel 20 bedoelde voorwaarden kan verzoeken om in aanmerking te komen voor een beurs voor een taalbad van drie weken in België buiten het Franse taalgebied of in een lidstaat van de Europese Unie in een geaccrediteerde talenschool die minstens twintig volledige lessen per week aanbiedt.

Art. 22. § 1. Het in deze afdeling bedoelde taalbad heeft betrekking op ofwel :

- 1° het Duits voor een taalbad in Duitsland, Oostenrijk of in de Duitstalige Gemeenschap;
- 2° het Engels voor een taalbad in het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië, Ierland of Malta;
- 3° op het Nederlands voor een taalbad in het Nederlandse taalgebied van België of in Nederland.

§ 2. Naast het leren in een geaccrediteerde talenschool omvat het taalbad een ogenblik bestemd voor één of meer bezoeken in plaatselijke bedrijven met een totale duur van minimum twee uur per verblijf; dit ogenblik maakt het voorwerp uit van een verslag dat door de persoon in de doeltaal opgesteld wordt en aan het einde van het taalbad wordt afgegeven.

§ 3. Het in deze afdeling bedoelde taalbad vereist een voorafgaandelijke minimale talenkennis. Het vereiste taalniveau is minimum A2 + 3 subgroepen op het globale resultaat.

In grammatica wordt een niveau B1 vereist. Voor het mondelinge examen wordt een niveau A2 + 2 subgroepen vereist.

Een taaltoets wordt aan de terugkeer van het taalbad georganiseerd.

Art. 23. De beurs bedraagt 1.900 euro.

Afdeling 6. — Taalbad in een bedrijf binnen de Europese Unie buiten België

Art. 24. Om in aanmerking te komen voor de beurs voor het in deze afdeling bedoelde taalbad, is de persoon sinds minstens vier weken als niet-werkende werkzoekende ingeschreven in een beroep dat de talenkennis integreert en is hij houder van een Belgisch diploma van het hoger onderwijs of een gelijkwaardig erkend buitenlands diploma voor beroepsdoelinden in België.

Art. 25. De persoon die voldoet aan de in artikel 24 bedoelde voorwaarden kan verzoeken om in aanmerking te komen voor een beurs voor een door een geaccrediteerde operator georganiseerd taalbad van tien of twaalf weken in een bedrijf binnen de Europese Unie en buiten België.

De immersie van tien weken bestaat in een gewone immersie in een bedrijf en houdt een aanwezigheid van minimum dertig uur in het bedrijf per week in.

De immersie van twaalf weken omvat twee weken voorbereidingscursussen in een geaccrediteerde talenschool naar rato van twintig uur per week en tien weken van immersie in een bedrijf naar rato van minimum dertig uur in het bedrijf per week.

Art. 26. Het in deze afdeling bedoelde taalbad heeft betrekking op ofwel :

- 1° het Duits voor een taalbad in het Duitsland of in Oostenrijk;
- 2° het Engels voor een taalbad in Ierland of Malta;
- 3° op het Nederlands voor een taalbad in Nederland.

Art. 27. Het in deze afdeling bedoelde taalbad vereist een voorafgaandelijke minimale talenkennis.

Het vereiste taalniveau schommelt volgens de bestemming en de lengte van het taalbad volgens volgende tabel

Taal	Bestemming en duur	Mondeling niveau	Grammaticaniveau
Duits	Taalbad van 12 weken	B1+2	B1
	Taalbad van 10 weken	B2	B1+2
Engels	Taalbad van 12 weken Malta	B1	B1
	Taalbad van 10 weken Malta	B1+2	B1
	Taalbad van 12 weken Ierland	B2	B1+2
	Taalbad van 10 weken Ierland	B2+	B2
Nederlands	Taalbad van 12 weken	B1+2	B1
	Taalbad van 10 weken	B2	B1+2

Een taaltoets wordt na de terugkeer van het taalbad georganiseerd.

Art. 28. De beurs bedraagt 2800 euro voor de taalbadformule van tien weken en 3800 euro voor de taalbadformule van twaalf weken.

Afdeling 7. — Taalbad in een bedrijf in het Vlaams Gewest of in het Duitstalige Gemeenschap

Art. 29. Om in aanmerking te komen voor de beurs voor het in deze afdeling bedoelde taalbad, is de persoon sinds minstens vier weken als werkzoekende ingeschreven in een beroep dat de talenkennis integreert en krijgt hij werkloosheidsuitkering of inschakelingsuitkering. Hij is aanvullend ingeschreven bij de gewestelijke werkgelegenheidsdienst van de plaats van de uitvoering van de stage in het bedrijf.

Hij is houder van een Belgisch diploma van het hoger onderwijs of een gelijkwaardig erkend buitenlands diploma voor beroepsdoelinden in België of heeft een kwalificerende vorming gevolgd, die gecertificeerd of in België gevalideerd is en van een hoger niveau dan het niveau van het secundair onderwijs.

Art. 30. De persoon die aan de in artikel 29 bedoelde voorwaarden voldoet, kan verzoeken om in aanmerking te komen voor een beurs voor een taalbad van twaalf weken in een bedrijf in het Vlaamse Gewest of in de Duitstalige Gemeenschap, dat/die positief heeft ingespeeld op zijn zoeken naar een stage in een voltijdse arbeidsregeling.

Het in deze afdeling bedoelde taalbad heeft betrekking op ofwel :

- 1° het Nederlands in het Vlaamse Gewest;
- 2° het Duits in het Duitse taalgebied in België.

Het in deze afdeling bedoelde taalbad vereist een voorafgaandelijke minimale talenkennis. Het vereiste taalniveau is B1.

Een taaltoets wordt na de terugkeer van het taalbad georganiseerd.

De immersie in een bedrijf kan voorafgegaan worden met drie weken voorbereidingscursussen in een geaccrediteerde talenschool in dezelfde taal. De immersie in een bedrijf wordt dan tot negen weken verminderd.

Art. 31. De samenwerking tussen het bedrijf en de persoon maakt het voorwerp uit van een overeenkomst die de verdeling van de verplichtingen tussen de contracterende partijen bepaalt en die een stageplan omvat. Het model van de overeenkomst wordt in bijlage 3 bij dit besluit vermeld.

Met inachtneming van de in het eerste lid bedoelde overeenkomst kan de persoon in aanmerking komen voor de vergoedingen bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2002 betreffende het toekennen van bepaalde voordelen aan de stagiairs die een beroepsopleiding krijgen.

De persoon geniet een forfaitaire vergoeding van 19 euro per gepresteerde dag, namelijk 95 euro per week indien hij het bewijs van de reservering van huisvesting, de overeenkomst preciaire bewoning of de huurovereenkomst betreffende een woning in het in artikel 30, tweede lid, bedoelde taalgebied overlegt.

Afdeling 8. — Taalbad in een bedrijf in een opkomend land "BRIC" (Brazilië, Rusland, India en China)

Art. 32. De persoon wordt als niet-werkende werkzoekende bij de Dienst ingeschreven in een beroep die de talenkennis integreert. Hij is houder van een Belgisch diploma van het hoger onderwijs of een gelijkwaardig erkend buitenlands diploma voor beroepsdoelinden in België en bewijst zijn interesse voor werk gebonden aan een opkomend land.

Art. 33. De persoon die aan de in artikel 32 bedoelde voorwaarden voldoet, kan verzoeken om in aanmerking te komen voor een beurs voor een door een geaccrediteerde operator georganiseerd taalbad van twaalf weken in een bedrijf in een opkomend BRIC-land .

Het in deze afdeling bedoelde taalbad heeft betrekking op ofwel :

- 1° het Engels als werktal;
- 2° de in het taalbadland meest gesproken officiële taal als socialisatietaal.

Het in deze afdeling bedoelde taalbad wordt ofwel in Brazilië, Rusland, India of China georganiseerd. Het wordt voorafgegaan door een taalbad in het Engels zoals bedoeld in de afdelingen 5 en 6 van hoofdstuk 2.

Het in deze afdeling bedoelde taalbad vereist een voorafgaandelijke minimale talenkennis.

De taalniveaus zijn :

- 1° B2 voor het globale resultaat in het Engels;
- 2° A1 of A2 voor de taal van het land voor het in Rusland, China en Brazilië georganiseerde taalbad.

De geaccrediteerde operator zorgt voor de identificatie van het vereiste niveau in de officiële taal van het land en bevestigt het bij de Dienst. De beginners nemen deel aan een in het Franse taalgebied georganiseerde module van honderd veertig lessen in de socialisatietaal.

Een taaltoets in het Engels alsook een mondelinge toets in de taal van het taalbadland worden bij de terugkeer van het taalbad georganiseerd.

Art. 34. De beurs die een verschillend bedrag heeft volgens de bestemming, bedraagt maximum 5.800 euro onder voorbehoud van een rechtvaardiging gebonden aan de schommeling van de buitenlandse valuta.

HOOFDSTUK 3. — Taalbaden in schooltalen georganiseerd voor de alternerende leerlingen van het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waals instituut voor alternerende opleiding zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen)

Art. 35. Het in dit hoofdstuk bedoelde taalbad wordt door een erkend centrum van het net van het Instituut voorgesteld aan :

1° de persoon met een erkende leerovereenkomst gesloten overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998 tot bepaling van de voorwaarden waaronder de leerovereenkomsten erkend worden in het kader van de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen of met een alternerende overeenkomst overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 2015 betreffende de alternerende overeenkomst;

2° de persoon met een stageovereenkomst gesloten in het kader van een opleiding « coördinatie en begeleiding » of in het kader van een opleiding "ondernemingshoofd" gesloten overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998 betreffende de stageovereenkomst in het kader van de Permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

3° de persoon ingeschreven als auditeur van de opleiding "ondernemingshoofd" overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2000 betreffende de vormingscursussen in de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen.

Een omkaderende referentiepersoon uit een erkend centrum van het net "IFAPME" of van een toezichthoudende dienst van het Instituut, hierna "omkaderingspersoon" genoemd, zorgt voor de begeleiding van het in dit hoofdstuk bedoelde taalbad.

Het Instituut verzekert de in het eerste lid bedoelde persoon en de in het tweede lid bedoelde persoon zowel voor de burgerlijke aansprakelijkheid als voor de lichamelijke ongevallen tijdens de duur van het taalbad.

Art. 36. Het Instituut bepaalt en organiseert een taalbad van twee weken in het kader van een klassenproject. Dit taalbad kan ofwel in België buiten het Franse taalgebied, ofwel in een lidstaat van de Europese Unie in een geaccrediteerde school georganiseerd worden.

Het taalbad omvat minstens twintig volle lesuren per week.

Onder de voorwaarden van het decreet van 20 februari 2014 en van dit besluit en binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten beheert het Instituut de begrotingsenveloppe die de kosten inherent aan het in het eerste lid bedoelde taalbad van het klassenproject geheel of gedeeltelijk dekt.

Het Instituut organiseert de offerteaanvraag zoals bedoeld in artikel 2 van dit besluit.

Het Instituut kan verschillende controles bij de opleidingscentra van het IFAPME-net uitvoeren, die de beurzen voorstellen en beheren.

Art. 37. § 1. Het taalbad heeft betrekking op :

- 1° het Duits voor een taalbad in Duitsland, Oostenrijk of in de Duitstalige Gemeenschap van België;
- 2° het Engels voor een taalbad in het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië, Ierland of Malta;
- 3° op het Nederlands voor een taalbad in het Vlaamse Gewest of in Nederland.

§ 2. Het in deze afdeling bedoelde taalbad vereist een voorafgaandelijke minimale talenkennis. Het vereiste taalniveau is minimum A1 voor het globaal resultaat voor de in artikel 35, 1°, bedoelde persoon en minimum A2 of B1 voor de in artikel 35, 2°, bedoelde persoon naar gelang van de bedoelde beroepen.

Het Instituut bezorgt de Dienst de lijst van de kandidaten die voor en na het taalbad een test moeten afleggen. Die kandidaten worden tijdens een gemeenschappelijke klassenafspraak ontvangen.

§ 3. Naast het leren in een school omvat het taalbad een of meer momenten bestemd voor één of meer bezoeken in plaatselijke bedrijven met een totale duur van minimum twee uur per verblijf; dit/deze moment(en) maakt/maken het voorwerp uit van een verslag dat door de persoon in de doeltaal opgemaakt wordt en aan het einde van de immersie wordt afgegeven.

Art. 38. De persoon is de enige verantwoordelijke voor de opening en de handhaving van zijn rechten in het kader van de Belgische sociale zekerheid tijdens het taalbad. De persoon vervult alle nodige formaliteiten zowel in België als in het buitenland.

Art. 39. De beurs of de tegemoetkoming bedraagt maximum 1800 euro persoon bedoeld in artikel 35, eerste lid, en per omkaderende referentiepersoon bedoeld in artikel 35, tweede lid.

Art. 40. Het in artikel 39 bedoelde bedrag dekt de volgende kosten :

Voor de persoon bedoeld in artikel 35, eerste lid :

- 1° de inschrijving voor twee weken in een geaccrediteerde talenschool;
- 2° de kosten van huisvesting of logies ter plaatse;
- 3° de organisatie van de beroeps- en culturele bezoeken;
- 4° de vervoerbewijzen van een reis heen en terug tussen de woonplaats van de persoon en de huisvestingsplaats;
- 5° de abonnementen op het openbaar vervoer waarop ter plaatse is ingetekend;
- 6° een verzekering die de leerlingen voor de burgerlijke aansprakelijkheid, de lichamelijke ongevallen en de rapatriëring dekt;
- 7° een verblijfvergoeding van maximum 25 euro per dag;

Voor de in artikel 35, tweede lid, bedoelde omkaderingspersoon :

- 1° de kosten van huisvesting of logies ter plaatse;
- 2° de organisatie van de beroepsbezoeken;
- 3° de vervoerbewijzen van een reis heen en terug tussen de woonplaats van de persoon en de huisvestingsplaats;
- 4° de abonnementen op het openbaar vervoer waarop ter plaatse is ingetekend;
- 5° de behoorlijk verantwoorde kosten voor de begeleidingstaken;

6° een verblijfvergoeding waarvan het bedrag ofwel forfaitair bepaald wordt, ofwel berekend wordt op basis van de behoorlijk verantwoorde reële kosten en uitgaven.

Art. 41. De omkaderingsnorm is maximum één omkaderingspersoon voor tien leerlingen in het kader van een klassenproject.

Indien het aantal deelnemers die de in de artikelen 35 en 37 bedoelde voorwaarden vervullen, hoger is dan het maximum aantal deelnemers in het voorafgaandelijk bepaald klassenproject, bepaalt het Instituut een rangschikking en kent het de deelneming aan het klassenproject aan de eerste gerangschikte personen.

De rangschikking wordt gegrond op :

1° de resultaten behaald bij de taaltoets bedoeld in artikel 3 van dit besluit;

2° het belang van de talenkennis in het beroeps- of opleidingsproject van de persoon.

Art. 42. Binnen twee maanden na de terugkeer van de persoon, maakt de persoon of de geaccrediteerde talenschool de stukken aan het Instituut, ter rechtvaardiging van de aanwezigheden op de door de schoolinrichting georganiseerde cursussen. Het Instituut stuurt daartoe vijftien dagen voor de vervaldatum een rappelbrief aan de persoon.

De persoon betaalt de in artikel 40, 7°, bedoelde vergoeding naar rato van de ongerechtvaardigde afwezigheden terug. Het Instituut richt een vorderingsbrief aan de persoon, waarbij hij erom verzocht wordt het verschuldigde bedrag terug te betalen en zijn opmerkingen te laten gelden.

HOOFDSTUK 4. — *Gemeenschappelijke bepalingen*

Art. 43. De in dit besluit bedoelde termijnen worden in kalenderdagen berekend. De dag van de akte die de aanvang van de termijn uitmaakt, is niet inbegrepen. De vervaldag wordt meegerekend in de termijn. Indien die dag evenwel een zater-, een zondag of een wettelijke feestdag is, wordt de vervaldag uitgesteld tot de eerstkomende werkdag.

Art. 44. De Dienst wordt ermee belast de beurzen die onrechtmatig gestort of gebruikt zijn, of die ongerechtvaardigd zijn gebleven, met alle rechtsmiddelen terug te vorderen.

Het Instituut wordt ermee belast de vergoedingen met alle rechtsmiddelen terug te vorderen in de in artikel 42, tweede lid bedoelde gevallen.

Art. 45. De Dienst, voor wat betreft de uitvoering van hoofdstuk 2, en het Instituut, voor wat betreft de uitvoering van hoofdstuk 3, gaan jaarlijks tot een evaluatie van de uitvoering van dit besluit over en delen hun evaluatieverslag aan de Minister en aan de Sociaal-economische Raad van Wallonië mede.

Dat evaluatieverslag dat gebonden is aan het verslag opgemaakt in het kader van de opvolging van de uitvoering van het Marshall-Plan 4.0, heeft minimum betrekking op het aantal toegekende beurzen, de verdeling van de beurzen per soort, de verbetering van het niveau van de talenkennis van de begunstigden en hun traject tijdens de twaalf maanden van het taalbad.

Elke promotie- of informatiecampagne omvat verplicht de vermelding : "Project van taalbad van het Marshall-Plan 4.0" alsook het logo Marshall-Plan 4.0.

HOOFDSTUK 5. — *Slotbepalingen*

Art. 46. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 2016.

Art. 47. De Minister van Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 8 september 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. E. TILLIEUX

**IMMERSIE WERKZOEKENDE IN EEN SCHOOL OF IN
EEN BEDRIJF**


voorbehoud Aan de FOREM	DOSSIERNR.	
	AANVRAAGDATUM	
AKKOORD VOOR HAALBAARHEID		<input type="checkbox"/> 3 weken school <input type="checkbox"/> 9 weken in..... <input type="checkbox"/> 10 weken in..... <input type="checkbox"/> 12 weken in..... <input type="checkbox"/> 12 BRIC weken in.....

AANVRAAGFORMULIER VOOR EEN FINANCIËLE TEGEMOETKOMING

Volledig en leesbaar (indien met de hand ingevuld) in te vullen document

SIGNALETIËK :

NAAM:			
Voor naam:			
Adres:			
Postcode:	Plaats:		
Email:			
Vaste telefoon:	Gsm :		
Geboortedatum:	Geslacht: M <input type="checkbox"/> V <input type="checkbox"/>		
Rijksregisternummer:	Contactpersoon in noodgevallen (naam, email en telefoonnummer):		
Statuut op het moment van de aanvraag:	WZ vrij niet-werkend <input type="checkbox"/>	WZ in stage van immersie <input type="checkbox"/>	WZ uitkeringsgerechtigd <input type="checkbox"/>
Nr. werkzoekende	(zie op uw JOBPass)		
Andere financiële tegemoetkomingen die reeds door de Forem ontvangen zijn voor een taalbad:	Jaar of halfjaar Plan Marschall (leerlingen) <input type="checkbox"/> Land en taal(talen):	Taalbad in een school (WZ) <input type="checkbox"/> Land en taal(talen):	Taalbad of stage in een bedrijf (buiten Leonardo) <input type="checkbox"/> Land en taal(talen):

TAALBADPROJECT

Soort stage	<input type="checkbox"/> in een talenschool	<input type="checkbox"/> In een bedrijf
Taal:	<input type="checkbox"/> Duits <input type="checkbox"/> Engels <input type="checkbox"/> Nederlands	<input type="checkbox"/> Duits <input type="checkbox"/> Engels <input type="checkbox"/> Nederlands
Land:		

STUDIES DIE RECHT GEVEN TOT DE FINANCIËLE TEGEMOETKOMING:

Laatst diploma:	Specialiteit :	
Bij de Forem gevolgde opleiding:	Talen:	Andere vakken:
Beroepservaring (type en duur):		
Beoogd beroep:		
Opmerking:		

FINANCIËLE ASPECTEN:

Rekeningnummer IBAN:	Rekeninghouder:
----------------------	-----------------

VERZEKERINGEN:

Ik verklaar op erewoord een verzekering te hebben voor ziekte/hospitalisatie/ rapatriëring en burgerlijke aansprakelijkheid voor de duur van het taalbad, met inbegrip van de trajecten

HANDTEKENINGEN EN AKKOORDEN: *De ondertekening van dit document houdt in dat U slechts juiste en volledige gegevens heeft vermeld, dat U kennis heeft genomen van het vademecum en dat U met de erin bepaalde voorwaarden instemt.*

Handtekening, datum en Geschreven vermelding "Gelezen en goedgekeurd"	
BIJ DIT DOCUMENT WORDEN VERPLICHT GEVOEGD VOOR DE OPENING VAN HET DOSSIER:	
<input type="checkbox"/> recent Elao verslag (maximum 6 maanden) <input type="checkbox"/> CV in de doeltaal (voor de immersie in een bedrijf) <input type="checkbox"/> Motiveringsbrief in de doeltaal (voor de immersie in een bedrijf)	<input type="checkbox"/> afschrift van de identiteitskaart (tweezijdig). <input type="checkbox"/> afschrift van het diploma of attest (voor de immersie in een bedrijf) <input type="checkbox"/> afschrift van een bankuittreksel of bankattest (officieel document) met de naam en het rekeningnummer

MOTIVERING:

Gelieve uw aanvraag te motiveren en de meerwaarde van de immersie uit te leggen ten opzichte van uw recente stappen voor het zoeken naar werk en uw beroepsproject in ruime zin:	
--	--

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 september 2016 tot uitvoering van de artikelen 40 en 41 van het decreet van 20 februari 2014 betreffende het talenplan en tot wijziging van verschillende decreten inzake beroepsvorming

Namen, 8 september 2016

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

E. TILLIEUX

STUDIEJAAR/STUDIEHALFJAAR IN HET BUITENLAND
IN VLAANDEREN OF IN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

oorbehoude Aan de FOREM	DOSSIERNR.	
	DATUM ZENDING AANGETEKEND SCHRIJVEN	



AANVRAAGFORMULIER VOOR EEN FINANCIËLE TEGEMOETKOMING

(de aanvraag is slechts ontvankelijk indien ze in de loop van het 6^{de} schooljaar (rhetorica) gezonden wordt)
Volledig en leesbaar (indien met de hand ingevuld) in te vullen document

SIGNALETIEK :

	DE KANDIDAAT	DE BLOEDVERWANT/MENTOR DIE DE KANDIDAAT FISCAAL TEN LASTE HEEFT (verplicht in te vullen indien de kandidaat minderjarig is)
	Naam:	
	Voornaam:	
	Adres:	
	Postcode:	Plaats:
	Email:	
	Vaste telefoon:	
	Gsm :	
	Geboortedatum:	Geslacht: M <input type="checkbox"/> V <input type="checkbox"/>
	Rijksregisternummer:	

TAALBADPROJECT:

	Enig halfjaar	Jaar één taal	Jaar 2 talen (aleatoire orde)
Soort stage	<input type="checkbox"/> in een talenschool <input type="checkbox"/> tijdens een tweede laatste jaar <input type="checkbox"/> tijdens het 1 ^{ste} jaar van het hoger onderwijs	<input type="checkbox"/> tijdens een tweede rhetorica <input type="checkbox"/> tijdens het 1 ^{ste} jaar van het hoger onderwijs	<input type="checkbox"/> 2 x talencursussen <input type="checkbox"/> 2 x een tweede rhetorica <input type="checkbox"/> 2 x 1 ^{ste} jaar van het hoger onderwijs <input type="checkbox"/> talencursussen en tweede rhetorica <input type="checkbox"/> talencursussen en 1 ^{ste} jaar van het hoger onderwijs <input type="checkbox"/> tweede rhetorica en 1 ^{ste} jaar van het hoger onderwijs
Taal	<input type="checkbox"/> Nederlands <input type="checkbox"/> Duits <input type="checkbox"/> Engels <i>Indien taalbad in het Engels, verplichte toets in de nationale taal te voorzien in</i>	<input type="checkbox"/> Nederlands <input type="checkbox"/> Duits <input type="checkbox"/> Engels	<input type="checkbox"/> Nederlands en Engels <input type="checkbox"/> Duits en Engels <input type="checkbox"/> Nederlands en Engels
ORGANISATIE (kan veranderen):	<input type="checkbox"/> door erkende operator(en) <input type="checkbox"/> in vrije begeleiding <input type="checkbox"/> een halfjaar per operator en in halfjaar in vrije begeleiding	<input type="checkbox"/> Nederlands <input type="checkbox"/> Duits	Naam(namen) van de operator(en) indien gekend:

STUDIES (in het secundair onderwijs) DIE RECHT GEVEN TOT DE FINANCIËLE TEGEMOETKOMING:

getuigschrift van het hoger secundair onderwijs te behalen in (jaar)	Lopende studies: <input type="checkbox"/> 6 ^{de} algemeen onderwijs <input type="checkbox"/> 6 ^{de} technisch onderwijs <input type="checkbox"/> 7 ^{de}
andere:	
Naam en volledig adres van de inrichting:	

FINANCIËLE ASPECTEN:

Rekeningnummer IBAN:	Rekeninghouder:
<input type="checkbox"/> Om de verhoogde financiële tegemoetkoming te krijgen, verstrek ik de nodige documenten. (zie <i>vademecum punten 4.1.6 en 4.1.7</i>)	

VERZEKERINGEN:

<input type="checkbox"/> Ik verklaar op erewoord een verzekering te hebben voor ziekte/hospitalisatie/ rapatriëring en burgerlijke aansprakelijkheid voor de duur van de taalstage, met inbegrip van de trajecten.
--

HANDTEKENINGEN EN AKKOORDEN:

De ondertekening van dit document houdt in dat U slechts juiste en volledige gegevens heeft vermeld, dat U kennis heeft genomen van het vademecum en met het handvest en dat U met de erin bepaalde voorwaarden instemt.

	DE KANDIDAAT	DE BLOEDVERWANT/MENTOR DIE DE KANDIDAAT FISCAAL TE LASTE HEEFT (VERPLICHT IN TE VULLEN INDIEN DE KANDIDAAT MINDERJARIG IS)
Datum :		
Geschreven vermelding "Gelezen en goedgekeurd"		
Ondertekening:		

BIJ DIT DOCUMENT WORDEN VERPLICHT GEVOEGD VOOR DE OPENING VAN HET DOSSIER:

- Schoolbezoekattest
- afschrift van de identiteitskaart (tweezijdig)(recto/verso + recente inhoud van de elektronische chips met foto)
- afschrift van een bankuittreksel of bankattest (officieel document) met de naam en het rekeningnummer

MOTIVERING:

Gelieve uw aanvraag te motiveren: Gelieve uw immersieproject nauwkeurig te beschrijven en de meerwaarde uit te leggen ten opzichte van uw project van toekomstige studies, uw project voor het zoeken naar werk en/of uw beroepsproject in de ruime zin	
---	--

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 september 2016 tot uitvoering van de artikelen 40 en 41 van het decreet van 20 februari 2014 betreffende het talenplan en tot wijziging van verschillende decreten inzake beroepsvorming

Namen, 8 september 2016

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

E. TILLIEUX

Model van OVEREENKOMST

OVEREENKOMST VAN BEROEPSOPLEIDING VOOR EEN TAALBAD IN EEN BEDRIJF

Tussen :

Maatschappelijke zetel te.....

en een inrichtingseenheid in het Vlaamse Gewest, Duitse taalgebied,

K.B.O. nr. :

Geldig vertegenwoordigd door

als

hierna "het bedrijf" genoemd,

En

.

woonachtig te

ingeschreven als werkzoekende

rijksregisternummer:

hierna de "Stagiair" genoemd

en

de « Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling)

geldig vertegenwoordigd door mevr. Marie-Kristine Vanboeckstal, Administrateur-generaal,

hierna de "FOREm" genoemd

Overeenkomstig afdeling 7 van het besluit van de Waalse Regering van 8 september 2016 tot uitvoering van de artikelen 40 en 41 van het decreet van 20 februari 2014 betreffende het talenplan en tot wijziging van verschillende decreten inzake beroepsvorming, waarvan de partijen verklaren kennis te hebben genomen,

wordt overeengekomen wat volgt :

Artikel 1

Met deze overeenkomst kan de stagiair in het kader van een taalbad in het Nederlands of in het Duits een beroepsopleiding volgen voor de functie van

Ze wordt beschouwd als een "sui generis" overeenkomst.

De inhoud van het opleidingsprogramma opgemaakt in het Nederlands of in het Duits en goedgekeurd door de contracterende partijen wordt vermeld in de bijlage bij deze overeenkomst waarvan hij integraal deel uitmaakt. De in het Nederlands of in het Duits verworven vaardigheden worden door de FOREM bekrachtigd.

Artikel 2

Deze opleidingsovereenkomst wordt gesloten voor een periode van 9 of 12 weken van.....tot en met.....

Ze voorziet in een proefperiode van zeven dagen.

Tijdens de proefperiode kan het bedrijf of de stagiair deze overeenkomst opzeggen, mits inachtneming van een opzegtermijn van 3 dagen, meegedeeld volgens de modaliteiten bepaald bij de wet van 3 juli 3 betreffende de arbeidsovereenkomsten. Een afschrift van deze opzegging wordt zo spoedig mogelijk aan de FOREM overgemaakt.

Artikel 3

De prestaties van de stagiair worden vastgesteld op uur per week die overeenstemmen met een voltijdse betrekking overeenkomstig de vigerende regeling bij het bedrijf.

Ze worden verdeeld als volgt:

Maandag	
Dinsdag	
Woensdag	
Donderdag	
Vrijdag	
Zaterdag	

Artikel 4

Het bedrijf verbindt zich ertoe:

- 1) de stagiair op te vangen en te zorgen voor zijn integratie in het beroepsmilieu;
- 2) de stagiair enkel taken in overeenstemming met deze overeenkomst en in verband met het opleidingsprogramma toe te vertrouwen;
- 3) te voldoen aan de verplichtingen uitgevaardigd bij de Codex over het welzijn op het werk, bij het Algemeen reglement voor de arbeidsbescherming of de collectieve arbeidsovereenkomsten van toepassing op bedrijf;
Het bedrijf moet de stagiairs onderwerpen aan geneeskundige onderzoeken en zorgen voor de organisatie en de tenlasteneming ervan.
- 4) onder zijn personeel een mentor aan te wijzen die belast is met de opvolging en de begeleiding van de stagiair tijdens de duur van de stage;
- 5) elke nuttige informatie te verstrekken inzake de zekerheid en de daartoe vereise uitrustingen leveren;
- 6) de FOREM de mogelijkheid te geven om zijn opdracht inzake begeleiding, opvolging en evaluatie van de opleiding in een bedrijf uit te voeren;
- 6) alle nodige documenten voor de opvolging en de uitvoering van deze overeenkomst over te maken aan de FOREM en aan de stagiair binnen de voorgeschreven termijnen;
- 7) uiterlijk voor het einde van de stage minstens over te gaan tot een schriftelijke evaluatie.

Artikel 5

De stagiair verbindt zich ertoe:

- 1) zijn inschrijving als werkzoekende als begunstigde van werkloosheids- of inschakelingsuitkeringen te handhaven
- 2) zijn stage regelmatig te volgen
- 3) de overeengekomen uren en de vigerende instructies in het bedrijf in acht te nemen

- 4) niet afwezig te zijn zonder afdoende reden en de nodige informatie en attesten aan het bedrijf te verstrekken om eventuele afwezigheden op het bedrijf te rechtvaardigen
 - 5) te handelen naar de richtlijnen die hem door het bedrijf gegeven worden
 - 6) het bedrijf en de FOREm elke wijziging mee te delen die deze overeenkomst zou kunnen wijzigen
 - 7) de FOREm de mogelijkheid te geven om zijn opdracht inzake begeleiding, opvolging en evaluatie uit te voeren
 - 8) een eindverslag voor de evaluatie van de stage op te maken
 - 9) aan de ELAO-taaltoets aan het einde van de opleiding deel te nemen
 - 10) alle documenten en bewijsstukken die nuttig zijn voor het beheer van deze overeenkomst, waaronder degene die recht geven op zijn vergoeding, over te maken
 - 11) de schade berokkend door de stagiair aan derden, aan het bedrijf waarin de stagiair de opleiding volgt, te dekken, waarbij het bedrijf burgerrechtelijk aansprakelijk is voor de handelingen van de stagiair tijdens de uitvoering van de overeenkomst.
- De stagiair die in het kader van de uitvoering van deze overeenkomst nadeel berokkent aan het bedrijf of aan derden, wordt slechts in gevallen van fraude, ernstige nalatigheid of herhaalde lichte nalatigheid verantwoordelijk gehouden.

Artikel 6

De FOREM verbindt zich ertoe:

- 1) de stagiair te begeleiden en te zorgen voor de opvolging van zijn stage
- 2) op elk moment, op verzoek van een van de partijen, de stage te beoordelen
- 3) op eigen verzoek, zowel met het bedrijf als met de stagiair, tot de eindevaluatie van de stage over te gaan.
- 4) de stagiair tegen de arbeidsongevallen en ongevallen op de weg van en naar het werk met een verzekeringscontract te verzekeren, dat dezelfde voordelen als die welke ten laste zijn van de verzekeraar worden gelegd bij de wet van 10 april 1971 betreffende de arbeidsongevallen. Het slachtoffer wordt vergoed op grond van de bezoldiging van het beroep waarvoor hij/zij (genoemd slachtoffer) wordt gevormd, na aftrek van de sociale zekerheidsbijdragen. Het normale brutoloon van het aangeleerd beroep bedraagt volgens het bedrijf ... euro per ... volgens CP nr. geldend bij die onderneming.
- 5) voor de werkelijk gepresteerde periodes van beroepsopleiding, hetgeen volgt aan de stagiair te storten:
 - een belastbare premie van beroepsopleiding van 1 euro per uur opleiding
 - de terugbetaling van zijn reiskosten overeenkomstig de bepaling van het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2002 betreffende het toekennen van bepaalde voordelen aan de stagiairs die een beroepsopleiding krijgen
 - in geval van huisvesting in het Vlaamse Gewest of in de Duitstalige Gemeenschap, een tegemoetkoming voor zijn verblijfkosten overeenkomstig de bepalingen van bovenvermeld besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2002, waarbij een forfaitaire toelage overeenstemmend met 19 euro per gepresteerde dag komt
 - een tegemoetkoming in de kosten voor de opvang van de kinderen die hij ten laste heeft overeenkomstig de bepalingen van bovenvermeld besluit van de Waalse Regering van 8 februari.

Artikel 7

De uitvoering van deze overeenkomst wordt tijdens de periodes van ziekte, arbeidsongeval of ongeval op de weg van en naar het werk, van jaarlijkse sluiting en van tijdelijke werkloosheid opgeschort.

Artikel 8

Deze overeenkomst eindigt ofwel:

- op de in artikel 2 bedoelde vervaldatum
- wanneer de stagiair niet meer ingeschreven is als werkzoekende als begunstigde van werkloosheids- of inschakelingsuitkeringen bij de FOREm;
- bij toeval of in geval van overmacht als de uitvoering van de overeenkomst definitief onmogelijk gemaakt wordt;

- in geval van niet-naleving van het opleidingsplan vastgesteld door de FOREM
- in onderlinge overeenstemming tussen de partijen

Artikel 9

Zo opgesteld te _____ op _____ in drie exemplaren ondertekend door de partijen die hun exemplaar alsook de bijlagen verklaren te hebben ontvangen.

Voor het bedrijf,

De stagiair,

Voor de FOREm,



Plan de stage

Veillez compléter ce document ensemble (candidat et tuteur au sein de l'entreprise)

ENTREPRISE :

Adresse du stage:

Téléphone:

Tuteur dans l'entreprise:

E-mail du tuteur:

Nom de la personne qui signera le contrat:

STAGIAIRE :

Date de début du stage:

Date de fin de stage :

Horaire journalier à temps plein:

Stage résidentiel ou non?

Quelles tâches le stagiaire sera-t-il amené à réaliser?

-

-

-

-

-

-

Indiquez 3 attitudes parmi les attitudes suivantes qui seront importantes et attendues durant ce stage:

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> motivation (être pro-actief, s'investir) | <input type="checkbox"/> autonomie |
| <input type="checkbox"/> régularité | <input type="checkbox"/> sens de l'organisation |
| <input type="checkbox"/> ponctualité | <input type="checkbox"/> esprit d'équipe |
| <input type="checkbox"/> être social | <input type="checkbox"/> faculté d'adaptation |
| <input type="checkbox"/> sens de l'initiative | <input type="checkbox"/> précision |

Le stagiaire sera-t-il amené à avoir recours à sa langue maternelle ? Quand et dans quelles situations ?

.....

.....

.....

.....

Que lest le lieu de résidence du stagiaire pendant le stage ?

.....
.....
.....

Ce document est rédigé de commun accord entre le stagiaire et le tuteur dans l'entreprise qui s'engagent à en respecter le contenu.

Le stage ne peut en aucun cas commencer sans la validation du service « Immersions Linguistiques du Forem » et la réception des contrats signés par les trois parties.

En cas de difficulté avec le stagiaire, l'entreprise peut prendre contact avec la personne responsable du Forem, dont les coordonnées se trouvent ci-dessous afin de bénéficier d'un accompagnement spécifique.

Le Forem se réserve le droit d'annuler le stage si le plan de stage n'est pas respecté.

Le Forem planifiera une visite du stagiaire en du tuteur sur le lieu de stage environ un mois après le début du stage et communiquera le rapport au conseiller référent pour toute suite utile dans l'accompagnement vers l'emploi.

Signature du tuteur en entreprise :

Signature du stagiaire :

Document à renvoyer minimum 10 jours avant le début du stage à:

Service Immersion linguistique – Vanessa KINT

FOREM Formation

boulevard Tirou 104

6000 Charleroi

Tél : 071/27.71.78

vanessa.kint@forem.be



Stageplan

Gelieve dit document samen in te vullen (kandidaat en mentor van het bedrijf)

ONDERNEMING :

Adres van de stage:

Telefoon:

Mentor van de stage:

E-mail van de mentor:

Naam van de persoon die het contract zal tekenen:

STAGIAIR :

Begin datum van de stage:

Eind datum :

Dagelijks voltijds uurrooster:

Residentiele stage of niet?

Welke taken zal de stagiair verrichten?

-

-

-

-

-

Duid, uit de volgende, 3 attitudes aan, die gedurende deze stage belangrijk zijn en verwacht worden:

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> motivatie (pro-actief zijn, geïnvesteerd) | <input type="checkbox"/> autonomie |
| <input type="checkbox"/> regelmatigheid | <input type="checkbox"/> zin voor organisatie |
| <input type="checkbox"/> punctualiteit | <input type="checkbox"/> team spirit |
| <input type="checkbox"/> sociaal zijn | <input type="checkbox"/> aanpassingsvermogen |
| <input type="checkbox"/> zin voor initiatief | <input type="checkbox"/> zin voor nauwkeurigheid |

Zal de stagiair de moedertaal gebruiken ? (zo min mogelijk !) ? Wanneer en in welke situaties ?

.....

.....

.....

.....

Welke is de verblijfplaats van de stagiair gedurende de stage ?

.....

.....

.....

.....

Dit document is geschreven in onderling overleg tussen de stagiair en de mentor binnen het bedrijf, die zich inzetten de inhoud ervan te respecteren.

De stage kan in geen geval beginnen zonder de goedkeuring van de Dienst « Immersions Linguistiques du Forem » en de ontvangst van de contracten, ondertekend door de drie partijen.

In geval van moeilijkheden met de stagiair, kan het bedrijf contact nemen met de verantwoordelijke van de Forem, hieronder vermeld, om een specifieke begeleiding te doen.

Le Forem behoudt zich het recht de stage te annuleren indien het stageplan niet wordt nageleefd.

Le Forem zal na één maand de stagiair en de mentor op de stageplaats bezoeken en aan het einde van de stage, verslag maken aan de jobreferente van de stagiair voor verdere begeleiding naar werk..

Ondertekening Mentor van het bedrijf :

Ondertekening Stagiair :

Document minimum 10 dagen voor het begin van de stage sturen naar :

Service Immersion linguistique – Vanessa KINT

FOREM Formation

boulevard Tirou 104

6000 Charleroi

Tél : 071/27.71.78



Praktikumsplan

Bitte füllen Sie dieses Dokument gemeinsam mit Ihrem Mentor aus.

UNTERNEHMEN:

Anschrift (wo das Praktikum stattfindet):

Telefon:

Mentor im Unternehmen:

E-Mail des Mentoren:

Name des Unterzeichnenden (im Unternehmen):

PRAKTIKANT/IN :

Zeitraum des Praktikums: von bis

Dauer des Praktikums (Minimum 4 Wochen – Maximum 12 Wochen)

Arbeitszeiten:

Inhalt des Praktikums:

Welche Aufgaben soll der/die Praktikant(in) verrichten? Was erwarten Sie von ihm / ihr?
(Kompetenzen + Verhalten)?

-
-
-
-
-
-
-

Wie sieht der Kontakt mit der deutschen Sprache aus? (Mündlich? Schriftlich?)

-
-
-
-

Wird der / die Praktikant(in) auch seine / ihre Muttersprache benutzen? (So wenig wie möglich !)
Wann und in welchen Situationen?

.....

.....
.....
.....

Übernachtung vor Ort?

Dieses Dokument wird von Praktikant und Mentor in gegenseitigem Einverständnis ausgefüllt. Beide Parteien verpflichten sich durch die Unterschrift, den Inhalt des Plans zu respektieren.

Das Praktikum beginnt erst nach Einwilligung der Abteilung für « Immersions Linguistiques du Forem » und nach Empfang des von den drei Parteien unterzeichneten Vertrags.

Sollte es Probleme mit dem/der Praktikanten/in geben, kann der Mentor mit dem Verantwortlichen im Forem (unten vermerkt) Kontakt aufnehmen und eine spezifische Begleitung in die Wege leiten.

Das Forem behält sich das Recht vor, bei Nichteinhalten des Praktikumsplans das Praktikum vorzeitig zu beenden.

Ein Forem interner Verantwortlicher wird nach einem Monat den/die Praktikanten/in und den Mentoren im Betrieb aufsuchen. Gemeinsam wird besprochen, ob das Praktikum zur Zufriedenheit aller abläuft / abgelaufen ist. Nach Abschluss des Praktikums lässt er das Fazit dem zuständigen Berater zwecks Weiterbegleitung bei der Jobsuche zukommen.

Unterschrift des Mentoren im Betrieb:

Unterschrift des/der Praktikanten/in:

Dokument spätestens 10 Tage vor Praktikumsbeginn an:

Service Immersion linguistique –Vanessa KINT

FOREM Formation

boulevard Tirou 104

6000 Charleroi

Tél : 071/27.71.74 – Fax : 071/27.71.53

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 september 2016 tot uitvoering van de artikelen 40 en 41 van het decreet van 20 februari 2014 betreffende het talenplan en tot wijziging van verschillende decreten inzake beroepsvorming

Namen, 8 september 2016

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

E. TILLIEUX